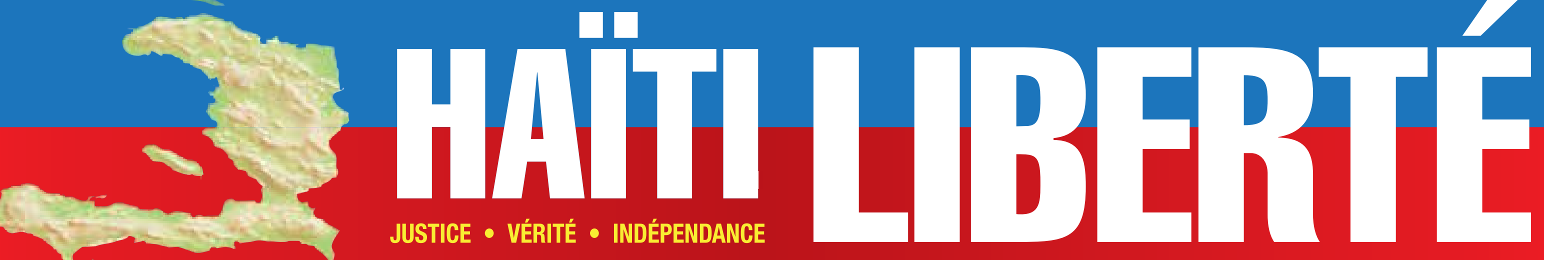
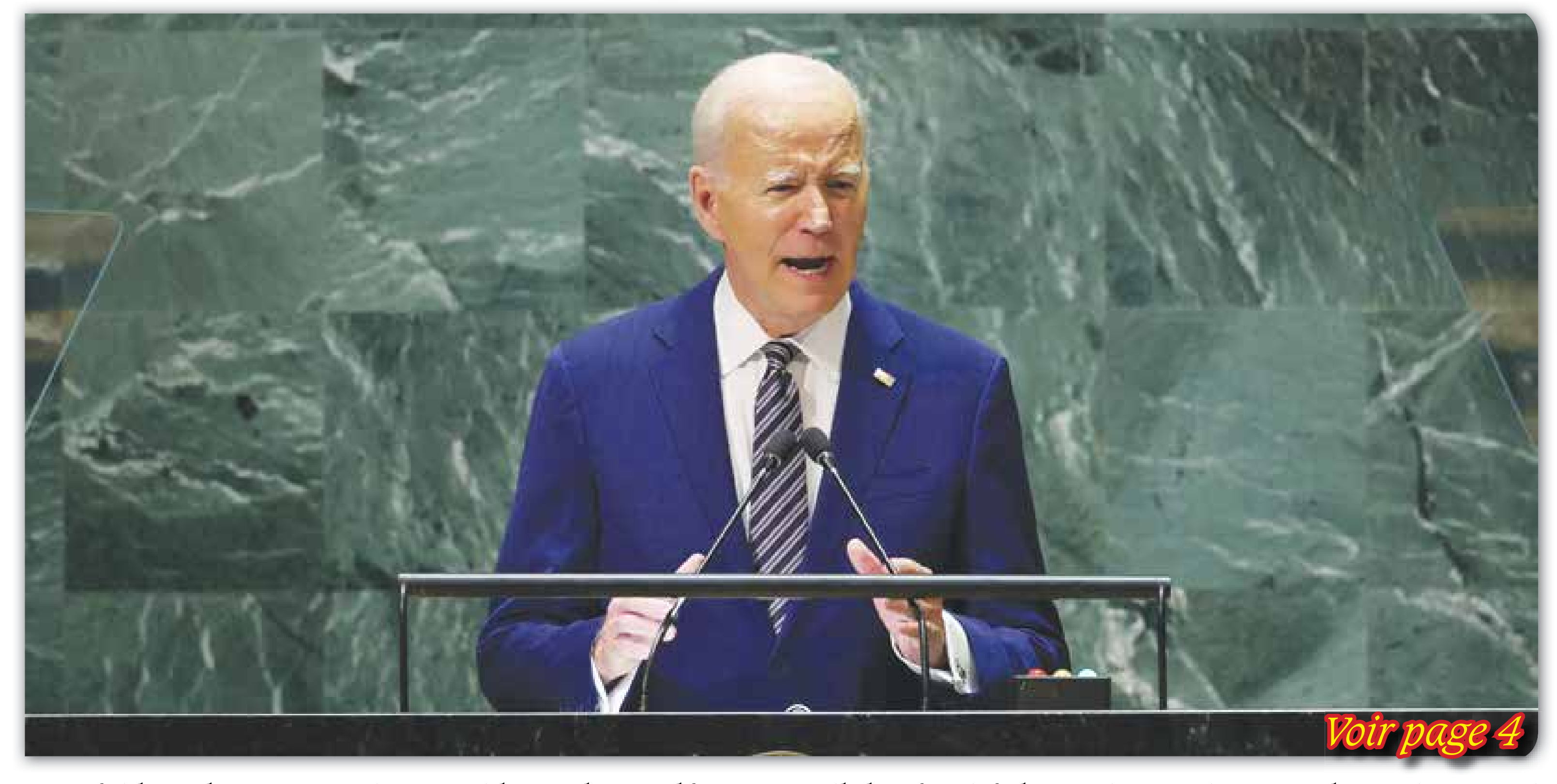
Vol 17 # 12 • Du 20 au 26 Septembre 2023
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ
JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

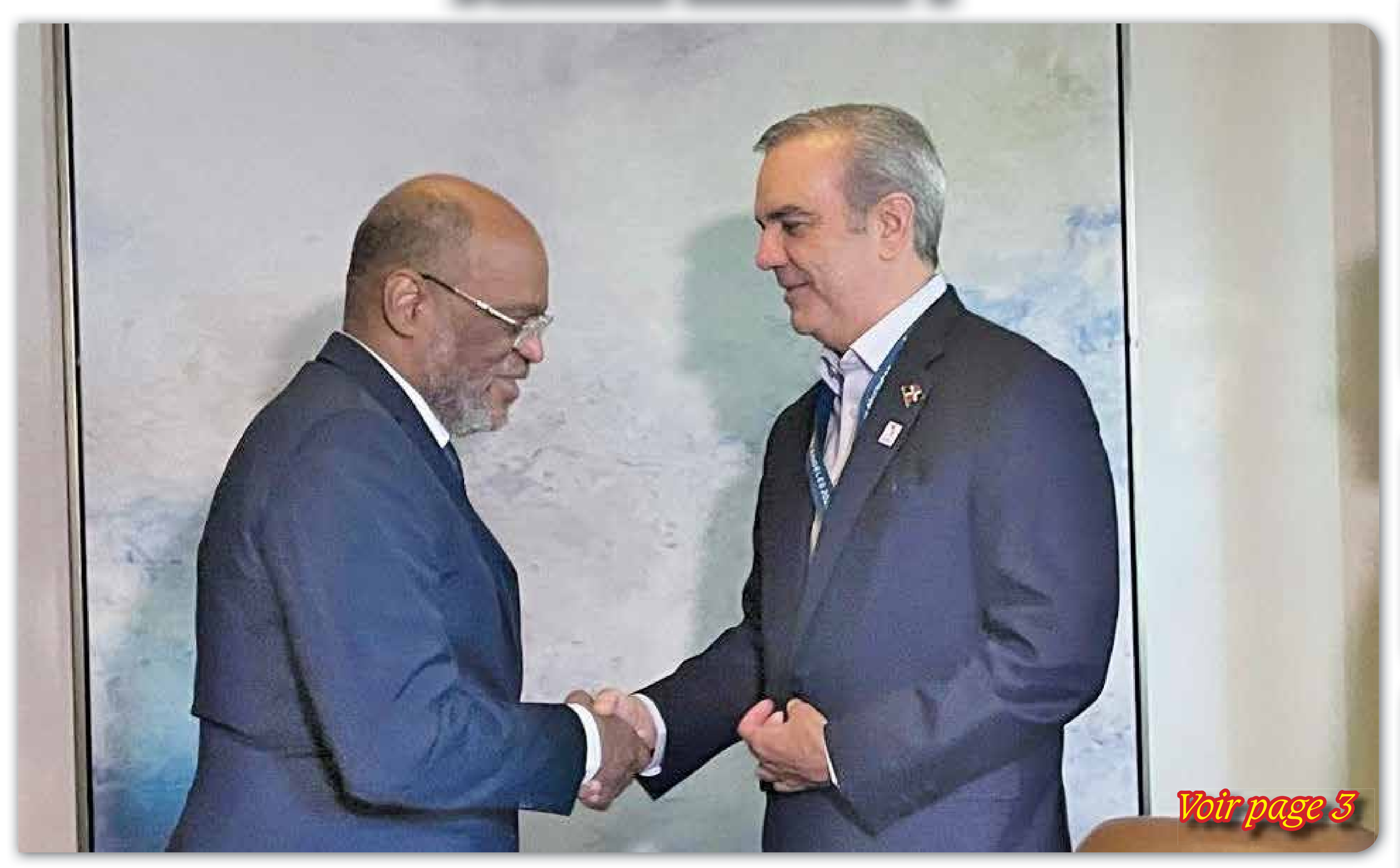
BIDEN VEUT UNE FORCE INTERNATIONALE EN HAÏTI !



Voir page 4

Le président des Etats-Unis, Joe Biden a demandé au Conseil de sécurité d'autoriser maintenant l'envoi en Haïti d'une force internationale pour aider la police à lutter contre les gangs. « Le peuple d'Haïti ne peut pas attendre plus longtemps »

EST-CE LA DERNIÈRE TRAHISON DE ARIEL HENRY?



Voir page 3

Quel qu'en soit le document que détient Abinader, le peuple haïtien l'a déjà révoqué, puisque Ariel Henry n'a aucune légitimité populaire ni constitutionnelle pour agir au nom du peuple haïtien









Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Jusqu'où ira le Mouvement du Canal de la rivière Massacre à Ouanaminthe ?

Par Berthony Dupont

Pensant faire du mal à la paysannerie haïtienne avec sa politique égoïste, incendiaire et raciste, la classe dirigeante dominicaine, inconsciemment, a fait une œuvre qui la dessert. Elle a permis que le conflit surgi à la frontière haitiano-dominicaine, précisément à Ouanaminthe devienne le point de ralliement, de solidarité et d'unité du peuple haïtien.

Tout le monde veut être présent à l'épicentre pour montrer leur soutien à la cause. La question d'utiliser l'eau de la rivière Massacre pour irriguer des terres agricoles est devenue une affaire nationale. Personne ne veut rater un tel événement sans apporter sa quote-part. Cet engouement donne à ce mouvement qui se déroule sur la frontière un caractère unitaire et ouvre de grands horizons pour l'avenir. Surtout, il n'y a dans cet élan de solidarité populaire ni émotion, ni sensationnalisme mais juste la conviction et la détermination de tout un peuple de placer de nouveaux rails sous le train de son pays.

Le mouvement du Canal de la rivière Massacre à Ouanaminthe n'a pas été planifié, pourtant il a pris une très grande ampleur, nationale faut-il dire. C'est le comportement du Président dominicain, Luis Abinader, avec ses gesticulations paranoïaques qui, en un sens, a frappé le sentiment national et l'orgueil des paysans haïtiens jusqu'à ce qu'ils radicalisent davantage leurs positions. Puisqu'ils ont vite découvert en Abinader un obstacle à l'épanouissement d'une entreprise généreuse et porteuse de fruits pour l'avancement du pays, voire un facteur de déstabilisation du territoire haïtien. Le peuple a bien compris le jeu du président fanfaron, aussi a-t-il profité de l'opportunité pour vaillamment continuer et terminer un grand ouvrage national.

Jamais les espoirs n'ont été aussi grands pour sortir le pays du labyrinthe dans lequel il se trouve. Maintenant, c'est à l'unisson que tout haïtien sauf le gouvernement veut apporter sa pierre et que personne n'entend point rester neutre dans ce conflit engagé, déclenché pour des raisons de survie collective ce pourquoi le Président dominicain, Luis Abinader, est le seul responsable. C'est une réaction normale, une prise de position honnête et courageuse du peuple-travailleur contre l'exploitation humiliante, arrogante de l'élite et du capitalisme dominicain.

Dans son acharnement à vouloir coûte que coûte protéger les privilèges d'une petite minorité de spéculateurs et de profiteurs en majorité d'origine américaines, le pouvoir d'Abinader s'est heurté à la résistance des travailleurs et du peuple haïtien en général à laquelle il a répondu par l'intimidation, en déployant sur la frontière ses forces armées face à un peuple pacifique et un Etat lui-même sans armée.

Cet état de choses révèle que Luis Abinader, le représentant indéniable du système capitaliste, l'arme et l'âme des multinationales, veut tout pour lui. Il présente la question de la frontière comme sa propriété privée. Ce comportement absurde a, en fait, ressuscité l'âme patriotique haïtienne en nous dressant courageusement épaule contre épaule.

Encore une fois, le peuple haïtien se sent fier, fier de lutter pour restaurer sa dignité perdue. Fier de savoir que dans cette lutte, chacun peut compter sans faille sur l'autre. C'est un mouvement de masse qui prouve que le peuple veut non seulement le changement mais aussi qu'il soit respecté et que cesse toute forme d'exploitation contre lui.

Le mouvement du Canal sur la rivière Massacre à Ouanaminthe n'est et ne doit pas être un mouvement anti-dominicain. La classe ouvrière de la République dominicaine ne saurait être responsable des mesquineries et conneries de sa classe dirigeante raciste, vassale des puissances impérialistes.

Le mouvement de Ouanaminthe doit inspirer réflexion et mobilisation de sorte que nous aidions la population à accroitre sa conscience politique afin qu'elle puisse porter plus haut le flambeau du changement.

Le mouvement de Ouanaminthe doit également savoir que les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont les conséquences du système capitaliste et de sa décomposition en Haïti. Nous ne pouvons pas y remédier avec les mêmes recettes, les mêmes conceptions du pouvoir, la manière de l'exercer et la doctrine politique en usage jusqu'ici depuis des lustres.

Aucune confiance ne peut être accordée aux représentants de la classe capitaliste et à leurs institutions qui nous ont entrainés dans ce labyrinthe. Reconquérir notre dignité exige qu'il nous faut aller à la racine de notre mal pour s'attaquer aux fondements mêmes du système.

Le gouvernement de Luis Abinader en République voisine est un représentant authentique de la classe capitaliste au même titre que cette marionnette de Premier ministre de facto haïtien Ariel Henry, de même que celles et ceux qui se déclarent de l'opposition. Il ne pourrait y avoir la moindre confrontation entre eux, vu qu'ils sont tous des collabos, agents et piliers de l'État capitaliste mondial principal ennemi des masses laborieuses en quête d'une vie sociale meilleure.

Jusqu'où doit aller ce mouvement du Canal dans la rivière Massacre? Bien sûr, il doit aller jusqu'au bout de la construction et même penser à construire d'autres Canaux. Sans oublier naturellement la reprise des travaux du barrage de Marrion. Bref, aller à la recherche d'un avenir meilleur, d'une mentalité nouvelle, de sorte que nous mettions fin à la pratique devenue routinière, sous prétexte d'insécurité en Haïti, d'utiliser les infrastructures sportives de la République dominicaine à des fins nationales.

Moyen additionnel de résister à la domination et à l'exploitation étrangère, le mouvement du Canal sur la rivière Massacre à Ouanaminthe doit chanter les funérailles de toutes ces anciennes machinations que nos élites antinationales ont elles-mêmes tissées pour précipiter notre patrie dans la barbarie où elle se débat actuellement.

Jusqu'où ira le Mouvement du Canal de la rivière Massacre à Ouanaminthe ? Il faut le soupçonner : jusqu'au bout de la ténacité, du nationalisme indomptable et de la vaillance d'une paysannerie fière, héritière de notre glorieux passé et des luttes historiques autrefois menées dans ce Nord héroïque, dessalinien et christophien.

Est-ce la dernière trahison d'Ariel Henry?



M. Edwin Paraison, ancien consul d'Haïti en République dominicaine

Par Thomas Péralte

Dans un communiqué publié par le gouvernement haïtien du Premier ministre de facto Ariel Henry le 14 septembre dernier concernant le dossier de la rivière Massacre, il a été dit que : « *Le Gouvernement de la République d'Haïti prend acte de la décision de la République Dominicaine de fermer ses frontières avec la République d'Haïti à partir du vendredi 15 septembre 2023, 6 heures du matin.*

La République d'Haïti peut souverainement décider de l'exploitation de ses ressources naturelles. Elle a, comme la République Dominicaine, avec laquelle elle partage la rivière Massacre, l'entier droit d'y faire des prises, conformément à l'accord de 1929. Le Gouvernement de la République d'Haïti prendra toutes les dispositions que de droit pour protéger les intérêts du Peuple Haïtien.

La République d'Haïti privilégiera toujours le dialogue ; dialogue qui était en cours et sur une bonne voie entre la délégation haïtienne, dûment mandatée, avec leurs homologues dominicains de la Commission binationale, à la Chancellerie dominicaine, en République Dominicaine, quand l'annonce unilatérale du Président dominicain de fermer ses frontières a été faite.

Le Gouvernement de la République d'Haïti en appelle à la protection des vies et des biens, des deux côtés de la frontière, et au respect des conventions internationales régissant la matière. Il invite la population Haïtienne à la sérénité et prendra toutes les dispositions afin que l'irrigation de la plaine de Maribahoux se fasse dans les normes, sous la supervision notamment des ministères de l'Agriculture des ressources naturelles et du développement rural et de l'Environnement. »

Au grand étonnement de plus d'un, M. Edwin Paraison, ancien consul d'Haïti en République dominicaine et actuellement coordonateur de la Fondation Zilé, un organisme a but non lucratif à Santo-Domingo, a révélé à Gazette Haïti que le gouvernement de facto aurait donné raison au président Abinader sur le dossier de la construction du canal sur la rivière massacre.

Selon les déclarations de l'ancien consul, « *les responsables dominicains ont entre leurs mains des arguments massus pour faire arrêter la construction du canal.* » puisque le ministre haïtien de l'agriculture, Bredy Charlot, dans un document d'état sur le canal, aurait donné raison à Abinader. Ce document n'est même pas encore achevé, et voilà que les dominicains l'ont déjà en leur possession d'où l'origine de leur marchandage et chantage.

Si un tel acte se révélait véridique, ce serait sans doute la dernière trahison de Ariel Henry. Le peuple haïtien, pas exclusivement les habitants du Nord'est, marchera sur la Primature pour lui faire payer en bonne et due forme cette trahison de la patrie.

De toute façon, quel qu'en soit le document que détient Abinader, le peuple haïtien l'a révoqué. C'est un document nul et non avenu puisque Ariel Henry n'a aucune légitimité populaire ni constitutionnelle pour agir au nom du peuple haïtien. Point barre !

Qu'il soit vrai ou non, pour l'honneur et le respect de la nation, Ariel doit partir !

D'ailleurs Edwin Paraison, poursuit que : Le problème avait été résolu lors du lancement des travaux sous l'administration du président Jovenel Moïse. Car dans la déclaration conjointe les autorités Dominicaines ont reconnu que les travaux ne visent pas à dévier la rivière.



Bredy Charlot, ministre haïtien de l'agriculture et le Conzé Ariel Henry



William O'Neill l'expert désigné des Nations Unies sur les droits humains en Haïti

Dans la même veine, l'expert désigné des Nations Unies sur les droits humains en Haïti, William O'Neill n'a pas manqué de fustiger la République Dominicaine à la suite de la construction en Haïti d'un canal d'irrigation devant avoir une prise d'eau sur la Rivière Massacre. « *[...] Je suis extrêmement alarmé par la décision du Gouvernement de la République dominicaine de fermer sa frontière terrestre, maritime et aérienne avec Haïti. J'exhorte le gouvernement à reconsidérer sa décision qui aura de graves conséquences sur les populations des deux côtés de la frontière. J'exhorte les deux Gouvernements à revenir à la table des négociations et à suivre le processus décrit dans la Déclaration commune du 27 mai 2021 pour parvenir à une résolution pacifique de ce différend.* »

Non à la fermeture de la frontière, nous exigeons un dialogue binational fondé sur le respect et l'égalité !

Nous rejetons les discours guerriers et les mesures agressives du gouvernement dominicain fondés sur l'affirmation selon laquelle le canal d'irrigation haïtien de la rivière Massacre est un « détournement de la rivière ». Cette déclaration contredit les documents officiels dominicains eux-mêmes, notamment la position de l'Institut national des ressources hydrauliques (INDRHI) publiée en 2021 et la déclaration binationale du 27 mai de la même année.

Avec la fermeture et la militarisation de la frontière, les populations dominicaine et haïtienne sont lésées, en particulier les communautés les plus pauvres des deux côtés de la frontière. C'est pourquoi nous exigeons que le gouvernement dominicain mette fin à ses menaces et à son agitation xénophobe et raciste, en rouvrant la frontière et en rétablissant le dialogue à la table technique, en élargissant sa composition pour inclure la participation des universités, des organisations sociales, paysannes et communautaires des deux pays.

Comme l'a dit Benito Juárez, et c'est inscrit sur la plaque au pied de sa statue devant le Palais National de Saint-Domingue : « Le respect des droits d'autrui est la paix ». Par conséquent, la solution juste au conflit implique l'acceptation du droit du peuple haïtien à accéder et à utiliser l'eau des fleuves binationaux, ainsi qu'une utilisation partagée et équitable de cette ressource vitale.

Les organisations en République Dominicaine qui ont signées cette note sont :
Movimiento Socialista de Trabajadoras y Trabajadores
Haitianos RD
Movimiento Reconocido
Aquelarre RD
Grupo de Jóvenes de los Jovillos
Mujeres Sociopolíticas Mamá Tingó
MOSCTHA
Coordinadora Popular Nacional
La Ceiba

Compas de la diáspora

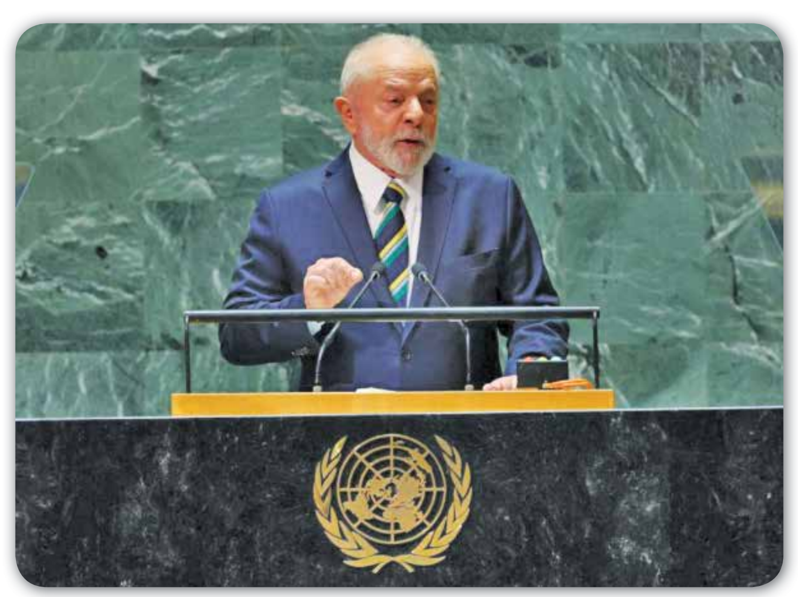
Junta de Prietas

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine
15 septembre 2023

Biden veut une force internationale en Haïti !



Le secrétaire général de l'Onu Antonio Guterres



Le président du Brésil Lula Da Silva

Par Isabelle L. Papillon

Le mardi 19 septembre 2023 a eu lieu la cérémonie d'ouverture de la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU au siège de l'organisation, à New York. Le débat général qui se tiendra du 19 au 23 et le 26 septembre a pour thème « *Reconstruire la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action pour réaliser le programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, la prospérité, le progrès et la durabilité pour tous* ».

L'ouverture a eu lieu en présence de plusieurs chefs d'État et de gouvernement et des représentants de plusieurs organisations internationales. Sur 193 membres, 145 sont présents et seront habilités à prendre la parole au cours de cette semaine spéciale. En cette journée d'ouverture, entre autres, ont pris la parole à la Tribune des Nations-unies, le secrétaire général de l'Onu Antonio Guterres, suivi du président américain Joe Biden, du Brésil Lula Da Silva, ainsi que le président ukrainienVolodymyr Zelensky

Dans son discours de circonstance, Antonio Guterres a lancé un message aux dirigeants mondiaux « Notre monde est en train de devenir déséquilibré. Les tensions géopolitiques s'accentuent. Les défis mondiaux se multiplient. Et nous semblons incapables de nous rassembler pour répondre »

Il poursuit pour dire que le monde effectue une « transition chaotique » et passe rapidement d'une brève période « d'unipolarité » – la domination d'une seule puissance, les États-Unis – à un monde multipolaire avec de nombreux centres de pouvoir. C'est, dit-il, positif à bien des égards.

Le second intervenant de la journée a été le président des Etats-Unis, Joe Biden. Pour la première fois, un seul dirigeant des cinq puissantes nations disposant d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU va s'adresser à l'Assemblée. Vu l'absence du président Russe Vladimir Poutine, de Xi Jinping de la Chine, de Emmanuel Macron de la France et du Premier ministre Britannique Rishi Sunak.

Guterres dans sa présentation, à l'instar de l'Ukraine, le Soudan, la République démocratique du Congo, il a cité le nom d'Haïti comme l'un des pays en situation de crise ou de guerre. Même constat par Lula qui a évoqué l'Ukraine, Haïti et le Yémen.

Le président des Etats-Unis, Biden, pour sa part, sans aucune honte, a demandé au Conseil de sécurité d « autoriser maintenant » l'envoi en Haïti d'une force internationale pour aider la police à lutter contre les gangs. *« Le peuple d'Haïti ne peut pas attendre plus longtemps »*, a-t-il estimé, comme si le peuple haïtien lui avait envoyé un quelconque message, implorant son aide. Quel toupet de la part de Biden!

Haïti, un État en déliquescence programmée



Luis Abinader 54è Président de la République Dominicaine

Par Max Dorismond

La nation est exténuée et la Dominicanie la nargue. Qui est surpris de ce scénario? Toi, moi, lui? Non! Personne! Nul n'est étonné. C'était écrit dans le ciel. Avec ses exigences tonitruantes, avec le bruit des tambours de guerre, le voisin d'à côté veut nous imposer l'arrosage de nos terres avec nos larmes. Dans cette rivière qui demeure une cicatrice mémorielle, un nouveau chapitre s'écrit.

Hier, jeune et fougueux, le fier écolier, la tête altière, chantait les louanges des pères fondateurs. Il se voyait déjà et était prêt à défier n'importe qui et à offrir sa vie en holocauste pour sa patrie. Mais les années passent et les ardeurs se froissent. La vocation se fait hésitante, le tableau s'étiole, le voile tombe et la déception s'enracine. Sa terre natale est embrayée en marche arrière.

Rattrapé par l'obsédante réalité, il découvre l'horreur d'un peuple avec des mœurs d'une autre époque, comme au temps des flibustes où les vagabonds européens, des hommes de sac et de corde, sans aucun sens de la mesure, ne faisaient point de cadeau.

Un gouvernement qui vend ses citoyens, ses forces vives, à Cuba, à la Dominicanie, à titre d'esclaves pour les travaux des champs, ne doit s'attendre à aucun respect de ses vis-à-vis, bénéficiaires de cette aubaine. Pour l'amour de l'argent, tu vends tes propres enfants, de quoi tu t'étonnes? Quand le président Abinader déclare : j'exige le retrait immédiat de ce canal hors de la rivière Massacre, c'est un ordre sec d'un maître à un valet. Voilà le résultat de la gabegie, de la corruption, de la concussion et de la couardise. Ils récoltent les conséquences de leurs inconséquences.

Comme l'a soutenu le journaliste Lemoine Bonneau, un pays qui partage ta frontière devrait être contrôlé au plus haut point. C'est de la géostratégie élémentaire. Haïti se lave les mains, elle ne connaît rien de ce voisin rancunier qui est loin d'oublier le passé. Or, gouverner, c'est prévoir, selon la logique de la littérature politique. Pour nos dirigeants, administrer c'est voler. Point barre!

C'est là que le bât blesse. Toujours selon Bonneau, le voisin dominicain sait tout d'Haïti, jusqu'à la pointure des chaussures de chaque dirigeant. L'argent dérobé en Haïti passe en transit d'abord chez lui avant de prendre le large. Par conséquent, il peut faire chanter qui il veut en vociférant des ordres sans enfiler de gant blanc.

Comment se sentent ces Haïtiens qui ont pillé, ruiné Haïti pour investir en République Dominicaine ? Sincèrement, le sentiment de honte ne gêne pas un poil de leur narine. Ils s'y connaissent en humiliations et sont imperméables à la déception. D'ailleurs, devant l'impudence ou l'insolence des arrogants dominicains, ils n'auraient jamais dû se retrouver sur ce territoire où nos compatriotes croupissent dans les « Bateys ». Même quand ils sont riches à millions et habitent des châteaux, les Dominicains les voient déjà dans leur lorgnette et les déshabillent de l'autre côté de la bouche à propos de leur richesse providentielle.

Tout va de travers chez nous. La démographie galopante résultant de notre misère proverbiale asphyxie ce cher voisin qui ne se gêne nullement pour faire jouer la caméra en vue d'immortaliser notre humiliation en déportant nos frères exilés sans aucune forme de procès.

Et pourtant, dans un passé pas trop lointain, durant les années 1940 -1950, les statistiques glorifiaient Haïti comme le pays à imiter. Tout cela, est anecdotique. Personnellement, j'aurais honte de brandir ces chiffres qui soulignent simplement, aujourd'hui, notre incompétence crasse pour corroborer notre dégringolade en enfer. Alors que la connaissance évolue, nous vivons avec la douloureuse impression qu'on a fermé toutes les écoles de ce côté de l'île, tant notre cuisant échec défie l'analyse.

Au rythme où se déroule la ronde de l'humiliation, certains vont jusqu'à prédire une occupation d'Haïti par ce voisin insolent. Là encore, ces stratèges de salon ignorent la géopolitique et se trompent d'histoire.

Quelle raison, quel intérêt pousseraient Abinader à commettre un tel impair? Un idiot aurait posé ce geste gratuit, je n'en disconviens pas, mais un minimum d'intelligence suffirait pour démontrer à ce dernier qu'il n'a aucun avantage à doubler sa population, même pour un clin d'œil au passé. Ce serait une perte de temps. Le jeu ne vaut pas la chandelle. Mais la carte cachée de ce personnage semble miser sur la faim généralisée qui s'annoncerait pour ce pays dirigé par des gangs. Une fois la nation figée, il viendrait y recruter des esclaves volontaires pour le bonheur de son agriculture, de ses usines, de ses chantiers de construction. Et la boucle serait bouclée.

Note

1 – Bateys : C'est un campement où vivent des coupeurs de canne. On en trouve à Cuba et en République Dominicaine.

Haiti Connexion
17 septembre 2023

La Fondation Je Klere (FJKL) n'est pas un groupe de défense des droits humains crédible



Samuel Madistin, président du FJKL

Par Travis Ross

Samuel Madistin, président du FJKL

Gilles dirige le FJKL avec son président, Samuel Madistin, avocat en exercice.

Après avoir représenté le département de l'Artibonite en tant que sénateur dans les années 1990, Madistin est revenu à la politique en 2015 lorsqu'il a cherché à être le candidat présidentiel du Mouvement patriotique populaire dessalinien (MOPOD), une coalition politique devenue parti.

La rivale de Madistin pour la nomination du MOPOD était l'ancienne Première dame Mirlande Manigat, actuellement présidente du Haut Conseil de transition (HCT) d'Ariel Henry.

L'ancien sénateur Turneb Delpé, membre du MOPOD, a décrit le parti comme un mélange de « démocrates-chrétiens », de socialistes, de « libéraux » et de nationalistes auto-identifiés.

Madistin a perdu contre Manigat. Les membres du parti avaient des raisons de croire que Manigat était un candidat fort. Elle a remporté le premier tour des élections de 2010, mais le département d'État américain est intervenu dans l'élection et le candidat qu'il a choisi, Michel Martelly, a remporté le deuxième tour dans ce qui est largement considéré comme une élection truquée.

Un mois plus tard, Manigat retire sa candidature. Dans une lettre aux membres du parti, elle a déclaré que « *les élections telles qu'elles sont programmées, annoncées et fixées selon un calendrier impossible, laissent présager un faux vote qui ne respecte pas les principes démocratiques* ».

L'investiture a ensuite été rendue à Madistin, qui a assumé ce rôle avec enthousiasme et a officiellement lancé sa campagne quelques mois plus tard. Le programme de Madistin comprenait de nombreuses promesses d'investissement dans les infrastructures, l'agriculture, la santé publique, l'énergie, le reboisement, l'éducation et la gouvernance. Aucun détail n'a été fourni sur la manière dont tous ces projets seraient financés. Dans son discours de remerciement, Madistin a présenté ses idéaux comme ceux d'un social-démocrate. Il a déclaré aux membres du parti qu'Haïti avait besoin d'un « État uni, souverain, démocratique et populaire… qui se donne les moyens de lutter efficacement contre la corruption et les inégalités sociales ». Un plan généreux sans détails sur la manière dont il pourrait être mis en œuvre.

Ignorant l'évaluation de Manigat quant à la probabilité d'une ingérence étrangère dans les élections de 2015-2016, Madistin s'est présenté à la présidence, en compétition avec 54 autres candidats. Il a perdu. Seulement 18 % des électeurs ont voté lors de l'élection, soit environ 1,5 million d'Haïtiens. Madistin a obtenu environ 13 000 voix, soit moins de 1 % du total.

Le scrutin de 2015-2016 a porté au pouvoir Jovenel Moïse et a été largement considéré comme une élection simulée. Comme tant d'autres politiciens et partis politiques, Madistin a tacitement approuvé l'élection en choisissant de se présenter, renforçant ainsi le pouvoir du PHTK sur Haïti.

L'année après l'investiture de Moïse à la présidence d'Haïti, Madistin et Gilles ont fondé le FJKL en mai 2018 (environ un an après que Gilles a quitté le RNDDH).

On ne sait pas exactement d'où vient le financement du FJKL. Depuis ses années au RNDDH, Gilles a montré une claire volonté de recevoir des financements des agences impérialistes, notamment la NED, l'USAID, le gouvernement canadien et le gouvernement français.

Pendant ce temps, Madistin est l'avocat de Reginald Boulos, l'un des oligarques bourgeois les plus riches d'Haïti. Cela suggère une autre source probable de financement pour le FJKL.

Reginald Boulos, un éminent fondateur et membre du Groupe des 184 organisé par la NED lors du coup d'État de 2004, est accusé d'avoir soutenu financièrement les paramilitaires pour forcer Aristide à quitter le pouvoir lors du coup d'État de 2004 soutenu par les États-Unis. Dans une interview avec Peter Hallward, on a demandé au chef paramilitaire Guy Philip si Boulos et d'autres oligarques avaient subventionné son mouvement. En réponse, Philippe a répondu : « Oui, nous avons eu des réunions avec divers hommes d'affaires et ils nous ont aidés… ils ont contribué environ 200 000 $ (US) pour acheter des armes et des munitions. »

Selon sa page Linkedin, « *Boulos est l'ancien et actuel président de la Chambre haïtienne de commerce et d'industrie, et membre de la Chambre de commerce haïtiano-américaine, de l'Association médicale haïtienne et de l'Association haïtienne de santé publique* ».

Multimillionnaire, Boulos est également « PDG de Boulos Investment Group, qui comprend Autoplaza S.A., le deuxième plus grand concessionnaire automobile ; Delimart S.A, la plus grande chaîne de supermarchés d'Haïti ; Pehacheve, une société leader dans la distribution pharmaceutique ; La radio Multipresse S.A. qu'il a cofondée, et Le Nouveau Matin, l'un des deux quotidiens d'Haïti.

Médecin de formation, Boulos est impliqué dans la mort de 87 enfants haïtiens après que sa société, Pharval Pharmaceuticals, ait produit un sirop contre la toux empoisonné qui a été distribué dans les quartiers pauvres de Port-au-Prince. Un rapport d'Ayibopost de 2018 affirme qu'« *au moins 77 enfants âgés de un à 13 mois ont péri dans cette tragédie* », tandis que 10 autres survivants souffrent d'un handicap permanent.

Boulos est également lié à un autre épisode de faute professionnelle médicale contre des enfants haïtiens. En 1996, The Haïti Information Project a signalé le cas de plus de 2 000 bébés à Cité Soleil qui avaient reçu une dose irrégulièrement élevée d'un vaccin expérimental contre la rougeole. Ce « test gouvernemental » a été mené par les Centres pour le Développement et la Santé (CDS), financés par les États-Unis, que Boulos dirigeait alors.

Richard Sanders décrit le Groupe des 184 comme « la coalition la plus puissante d'organisations de la « société civile » en Haïti pendant la période précédant le coup d'État de 2004. » Il était dominé par l'élite des affaires d'Haïti qui était financée par les agences d'« aide » et de « promotion de la démocratie » des gouvernements américain, canadien et européen. Sanders a expliqué que « le G184 a coordonné et mené avec succès la campagne visant à déstabiliser le gouvernement élu d'Haïti et à destituer le président Aristide ».

Tom Reeves a critiqué le Groupe des 184, le qualifiant de « *guère plus qu'une liste d'apologistes pro-élites et pro-entreprises bien connus en Haïti, dont la plupart n'ont pratiquement aucun public public* ».

Comme le rapporte Haïti Liberté, Boulos a également pris sur lui d'armer les forces de police du régime de facto, qui ont violemment réprimé les manifestations exigeant le retour du président en exil Aristide, tuant de nombreux manifestants et passants.

Madistin est le représentant légal de Réginald et Rudolphe Boulos

Madistin a travaillé à plusieurs reprises comme avocat de Boulos. Il représente les membres de la famille Boulos depuis plus d'une décennie et le frère de Réginald Boulos, Rudolphe Boulos, dès 2008.

Rudolphe Boulos a été jugé pénalement responsable du cas précité d'empoisonnement de 87 enfants haïtiens alors qu'il était président de Pharval Pharmaceuticals. Le juge Jean Wilner Morin a condamné Boulos à six mois de prison et l'a condamné à payer trois millions de gourdes de dommages et intérêts à chacune des victimes. Ce jugement fait suite à une enquête exhaustive publiée dans le Journal Public Health Report qui a montré que Pharval n'avait pas suivi la procédure standard ni vérifié que les ingrédients étaient certifiés.

Rudolphe Boulos n'a jamais purgé un seul jour de prison. On ne sait pas non plus s'il a payé aux victimes et à leurs familles les sommes dues. Rudolphe Boulos a quitté Haïti pour échapper à une condamnation suite au jugement.

Madistin a déposé un recours au nom de Boulos et a refusé de commenter les médias.

Madistin a plus récemment représenté Reginald Boulos lorsque l'oligarque devait être entendu par une commission d'enquête de la Direction générale de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) du gouvernement haïtien, le 2 juillet 2021. Selon un rapport d'Haïti Liberté, Isabelle Papillon, l'ULCC enquêtait sur deux prêts importants reçus par Boulos pour un projet de construction d'appartements (RBI), et sa chaîne de supermarchés Delimart.



L'éminent homme d'affaires haïtien Reginald Boulos est accusé d'avoir soutenu financièrement les paramilitaires pour forcer Aristide à quitter le pouvoir lors du coup d'État de 2004 soutenu par les États-Unis

Papillon a expliqué en outre que « Jenley Marc Jean-Baptiste, directeur général de l'ONA, a soutenu l'initiative de la CHLC d'enquêter sur le différend entre l'ONA et RBI. Dans une note du 2 juillet, Jean-Baptiste écrit que l'ONA « condamne avec véhémence le détournement de ses fonds d'un montant d'un million de dollars américains par la société Real Business Investment SA, société appartenant à M. Pierre Réginald Boulos, dans le cadre du un projet fictif de construction de logements sociaux à Fermathe, mis en place en 2018. »

Boulos a refusé de se présenter à l'audience et un mandat d'arrêt a été émis contre lui. Ses comptes bancaires en Haïti ont été gelés.

Deux jours plus tard, le 7 juillet 2021, le président Moïse était assassiné. Les charges retenues contre Boulos ont été rapidement abandonnées par le juge Bernard Sainvil en l'absence des avocats de l'ONA, stoppant ainsi dans son élan l'enquête sur le projet de logement social « fictif » de Boulos.

À l'époque, Boulos était président du « Mouvement de la Troisième Voie pour Haïti » (MTVAyiti), un parti politique fondé en décembre 2019. Boulos a fondé MTVAyiti pour défier le président Jovenel Moise après leur dispute à l'été 2018.

En réponse à l'ULCC et à l'ONA, Boulos a publié la déclaration suivante le 3 juillet 2021 : « Ce n'est pas la première fois qu'ils utilisent le mensonge et la manipulation pour armer le système judiciaire contre un opposant politique », a-t-il écrit en kreyòl. « Ce n'est pas la première fois qu'ils inventent de fausses affaires pour couvrir de vrais cas de criminalité et de corruption. Nos yeux sont ouverts ! Un jour sera le jour ! La lutte continue pour un autre Haïti !

Lorsque le prêt a été annoncé pour la première fois à l'été 2018, il a été rapidement critiqué. Le prêt a facilité l'achat par Boulos d'une concession Nissan à Port-au-Prince. Dans un article du Nouvelliste, l'analyste financier Guy Laudé estime que « les deux dirigeants de l'institution ont créé un produit sur mesure, sans aucune référence juridique » et probablement développé pour pallier « le manque de capital de l'entreprise ».

Ainsi, tout en agissant en tant que président du groupe dit des « droits de l'homme », FJKL, Madistin représentait également un oligarque, accusé de manière crédible de corruption.

(À suivre)

Travis Ross est un enseignant basé à Montréal, Québec. Il est également co-éditeur du Projet d'information Canada-Haïti sur canada-haiti.ca. Travis a écrit pour Haïti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut et rabble.ca. Il peut être contacté sur Twitter.

Nouvèl brikabrak

J. Fatal Piard

Pou fè chwal aktyalite a galope san rete gen yon izin k ap founi dosye 24/24. Se sèl faktori sa a ki pa janm anpàn dosye ki pa janm pran yon grenn pòz. Apre mach ti souf kout 9 jiyè a Gregori fè 220 milyon koutay. Se doub sa a JFA ki te manm komisyon finans lan te lage. Depi w bezwen yon mtchòpwèl bichòp la fè pwostat mande kot kòb mach ti souf kout la ?

Apre mach ti souf kout 9 jiyè a anpil ti evenman pase ale san yo pa rete twò lontan. Kòm ekzanp nou ka site pil eskonbrit ki te pase nan lantèman ti Lili nan 1 nan 25 estad Loran Gagòt yo. N ap fè sonje kout ponya lanmò te pran ti manzè nan do pati avè l tankou yon kou siprann.

Senk jou apre festival kont sou kont sa a ki te pase nan Pak Sent Terèz nan Petyonvil swa 17 dawout, bandi Gran Ravin ak zam beni legliz Episkopal te vann yo anvayi Kafoufèy abiye l ak talatàn koulè dèy. Moun mouri, moun kouri, kay boule, fanm vyole ti moun estwopye. Sa k pa mouri mande pye m sa m manje m pat ba w. Sa k pat gen souf pou rive lwen reziyen yo mayimoulen kò yo sou Plas Jeremi, atè la a nan branch bab bandi yo.

Sa k gen piplis anndan pou fè maraton kouri brid sou kou kouri rive jis nan lise yo ak nan kèk lòt lekòl Leta. Gen nan yo ki jwenn yon apiye nan lokal Rèks Teyat sou Channmas la ki se yon ansyen sal espektak zougoudou 12 janvye 2010 te depatcha pakanpak. Yon kay zougoudou te chifonnen pa ta dwe gen ti moun piti ki rete ladan l Tèt Kale te pentire l pou 6 milyon dola petwo pentire an vèt ki pati tankou lafimen'

Sa fèn sonje lòdè lafimen nan mizik Manno Chalmay ki li menm pati al swiv chimen lafimen. Devan 2 grenn je makòn kadav san sèkèy yo k pe gade yo nan je, men 2 grenn je Leta, men 2 grenn je pè ak monsenyè legliz Episkopal yo, men 2 grenn je Lajistis, men 2 grenn je swa dizan òganizasyon dwa moun yo. Yon senmenn apre swa samdi 26 dawout se pral festival rivyè san

Mako ki bay tèt li doktora kòm pwofèt mennen yon bann moun al bay bandi Kanaan Bwa Kale ak 1 ti bwa bale apre l fin vann yo mayo blende. Nou tout konn ki jan sa te pase. E ta sanble yo pa janm jwenn kadav yo pou fè lantèman. Prèske 1 mwa apre men 2 grenn je Federasyon Legliz Potestan ki pa konn sa k ekri nan batistè 1 nan kadav yo.

« Bann epav, manyè kite mò yo antere mò yo ». Se sa bib blan an yo di. Moun sinistre Kafoufèy pa ko menm gen prèske 2 senmenn, dosye kanal Wanament la soti pou fè Aminadè fè kansè. An bon Lwijanboje nonm Abinadè sa a kanpe an kwa pou peyizan sou fwontyè ant Ayiti ak Sendomeng kanpe sou dosye Kanal la. Pou jan nonm Abinadè a pale fòk w ta di dlo k nan rivyè Masak la se pise manman l.

Se li sèl ki gen dwa pou l fè sa l vle ak li. Sa w tande a Abinadè deside mete barikad pou okenn rat pa kaka ni okenn sourit pa travèse fwontyè a. Kòm Abinadè pral nan zeleksyon li tou pwofite pou l krache tout flonn rayisman l genyen kont Ayisyen. Se pi bèl fason l ka mennen kanpay li detan k pwofite bwose 32 kwòkdan l sou do peyizan Ayisyen yo.

Militè ak lòt makòn sanginè a zèpòlèt fè kenken sou fwontyè a nan zòn Daabonn ki prèske tounnen yon bonm prèt pou eklate. Dapre sa anpil obsèvatè fè konnen dosye kanal sa a ta sanble bay Abinadè anplis yon maladi ki rele kanal grate epi ta menm fè pwostat li monte jis nan gagann li prèske toufe l. Detan sa a menm tout gwo komèsan dominiken yo fann nan dengonn nonm Abinadè a paske machandiz yo fin gate.

Ministè Levasyon Nasyonal pa bò kote pa l fè kè tout moun pantan ak rezilta bakaloreya kote se apèn yon tyè nan kandida a yo ki pote lamayòl. Tèt chaje vre. Detan sa a youn menm, nou di pa youn menm nan direktè ak direktèz lekòl akrèk san konsyans yo pa menm panse sispann double menm triple pri lekòl. Youn nan yo pa okouran Lwa Bastyen ki pibliye depi 2017 mete piga pou kalib bandi sa a yo ki kidnape lekòl yo pa mande milyon ven pou yo libere l.

Se grav anpil lè menm moun ki gen misyon pou fòme sitwayen ki pou respekte lalwa, menm yo menm nan pa respekte lalwa. Konsa ki kalib sosyete w vle genyen ankò ke sa n gen la a kote se bandi k pi maton nan bay mato a k ap mennen ? Eksperyans 15 dènye ane sa a yo montre bandi a bib ki kidnape lekòl yo pi bandi pase tout lòt kalib bandi yo.

Pa gen youn menm nan direktè san konsyans sa a yo ki gen ti pitye pou ti moun Kafoufèy yo. Malgre yo tout okouran kay yo boule ak tout papye youn pa menm panse a fè yon ti konsiderasyon pou youn nan yo. Se kounye a n konprann pouki se menm yo menm nan ki te aprann bandi Petwo yo dechèpiye 4.2 milya a. Antretan nonm Abinadè a al desann kanson l mete l toutouni devan Loni. Devan 2 grenn je tout moun li gen odas fè 2 grenn je l byen chèch pou l di sa l te di a se pa sa l te vle di.

Li di l fèmen fwontyè a se pou bandi pa jwenn jwen pou rantre al simaye latwoublay lakay li. Epoutan l pran pòz li bliye zouti pou simaye latwoublay yo se nan de kalalou je li yo pase pou yo rantre Ayiti. Se nan sitiyasyon sa a Aryèl Madan Manniga leve zo bwa ke yo met sou do yo. Sa w tande a Loni tèt dwat al flannen pouki rezilta apa yon bèl pèdiyèm.

Kanal la pap kanpe ! Kanal la pa dwe kanpe ! Mesaj Monseyè Willy Romélus

Ayisyen, Ayisyèn sou tout fas tè a, lè a sonnen pou tout bon vre nou konnen nou tout se frè, nou tout se sè. Sa k ap pase nan Nòdès la konsènen nou tout. Kòz la, se kòz nou chak, se kòz nou tout epi se yon kòz ki jis.

Nou pa vyole dwa pèsonn, n ap defann dwa pa nou. Malerezman nou pa gen dirijan pou defann dwa nou.

Okontrè. Moun yo enstale pou mennen bak peyi a, y ap defann enterè sila yo ki ba yo pouvwa yo genyen yo.

Gade sa: depi jou pèp la ap sibi tout kalite enjistis nan men gang yo, yo pa janm adrese l yon ti mo. Men kon pèp la pran desten li an men, tout plim nan kò yo leve pou kondane l, men pa pou soutni l.

Ayisyen, Ayisyèn, nou pa bezwen pè: Bondye avè nou. Se pou Bondye nan syèl la mete sou nou fòs ak lespri Li te bay Ti David la pou nou ka vide atè tout Goliath !

Ayiti pap rete atè a. Ak fòs Bondye ki pwomet li yon "théocratie", li gen pou li pran k ap li. Ya sezi!

Mesaj Monseyè Willy Romélus nan Jeremi, Depatman Grandans (Sidwès)



Kanal la pap kanpe ! Kanal la pa dwe kanpe !

20 Septanm : Jounen Papa Desalin



Lanperè Janjak Desalin limòtèl

J. Fatal Piard

Desalin Papa Desalin ooooo
W ap toujou rete yon anperè

Chante Ram

20 septanm 1758-20 septanm 2023. Si papa Desalin te vivan, li t ap genyen 265 lane sou tèt li. 20 septanm se jou anivèsè papa nasyon an, Jan-Jak Desalin. Li te fèt sou bitasyon Vye Kay nan Gran Rivyè dinò. Se kokenn revolisyonè sa a ki te patisipe nan seremoni Bwa Kayiman, ki fè lagè disid, ki fè Lakrètapyewo, epi bat lame Franse nan Vètyè, jouk li ban nou moso tè sa a pou nou viv libelibè.
Nou pa janm sispann di : Papa Desalin, Mèsi !

Yon latriye lenmi pèp la, lènmi Desalin tou nan Sekretarya Primati semenn sa a fè soti yon nòt pou fè konnen jounen 20 septanm nan se Jou Papa Desalin. Sa vle di pèsonn pa bezwen pèdi tan l al travay paske pòt tout biwo Leta tankou prive ap fèmen ak kle. Yon video ki t ap sikile sou tout rezo yo montre yon bann timoun 4 lane nan yon ti lekòl pwotestan ki fè bòz anpil. Yo tout konn tout bagay sou tout lòbèy ki nan bib blan an yo pran depi nan jenèz rive nan apokalips.

Poutan, youn nan yo pa konnen anyen sou istwa Papa Desalin. Kiyès potorik gason sa a ye ? Ki plas li okipe nan listwa tout limanite. Se pou montre ki kalib alyene lekòl kolonyal yo pwograme pou yo fòme detan y ap defòme sèvo yo. E, si nou pa pran byen, pa sezi yon jou pastè ak pè mete piga pou pèsonn pa menm lonmen non Papa Nanchon an, alevwa pou yo ta fè radiyès pale sou li nan lekòl. Menmjan yo te fè sa pandan 35 lane apre yo te fin sasinen l.

You jounen pou Papa Desalin, pa ase !Kilè pou Papa Desalin gen yon bon plas nan lavi nou tout pitit li yo, pou li se modèl nou tout, pou nou rive respekte l men sa ki pi enpotan an se respekte ak suiv dividal ideyal li yo. Se lè na rive fè sa yo, Papa Desalin ap reyèlman kontan pou l selebre kòmsadwa jounen Desalin lan !

Une intervention militaire en Haïti est un problème de plus, et non pas une solution !



Intervention étrangère ! Les Haïtiens en sont familiers. Ils en ont vu de toutes les couleurs

Par Harry E. Jean-Philippe

Haïti a toujours été un objet de préoccupation d'ordre stratégique pour les États-Unis d'Amérique qui ont littéralement tué toutes velléités hégémoniques chez les dirigeants allemands de la fin du XIXe et première moitié du XXe siècle.

La destruction physique et matérielle de Nordstream I et II vient de prouver, une fois de plus – s'il en était besoin – que le déploiement des troupes étrangères coûte énormément aux peuples indigènes qui ne finissent pas d'en payer les frais.

L'Allemagne pour grande qu'elle fut n'en fait pas exception !

En Haïti, on a des problèmes. Mais une intervention militaire étrangère de plus est loin d'être la solution. Ce n'est ni Justin Trudeau du Canada, ni Lula du Brésil qui diront le contraire ! Intervention étrangère ! Les Haïtiens en sont familiers. Ils en ont vu de toutes les couleurs. Ils en ont connu autant qu'ils connaissent de misères !

La vérité est que, depuis la 2ème moitié du XXe siècle, ce peuple vaillant fait face à des moments de troubles socio-politiques intenses, des périodes d'instabilité chronique, des crises économiques, financières et monétaires qui ne vont pas fondre comme du beurre au soleil avec une nouvelle intervention militaire étrangère.

À quoi bon donc faire ou refaire les mêmes expériences qui vont donner les mêmes résultats lamentables pour les mêmes raisons que l'on sait ? Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Mr António Guterres, ferait mieux de se raviser ! Comme lui et ses alliés ne sont pas des cons et qu'ils savent pertinemment ce qu'ils font, l'objet de notre démarche consiste à demander à la Fédération de Russie et à la République populaire de Chine de faire usage de leur droit de véto au Conseil de sécurité pour le plus grand bien de l'humanité, en général, et particulièrement pour celui de 12 millions d'Haïtiens à qui on dénie le droit de vivre en paix sur leur terre. À ces heures fatidiques de l'Histoire, notre peuple a besoin de tout, sauf une autre intervention militaire étrangère !

Si l'effondrement de l'État haïtien l'avait rendu possible, voire désirable dans certains milieux, le débarquement des Blancs ou l'occupation militaire de 1915 à 1934 ne servait exclusivement que les intérêts hégémoniques des Yankees qui voulaient, à tout prix, mettre fin à la prépondérance allemande dans la partie Ouest de l'île.

Les deux autres interventions étrangères (1994 et 2004) vont fondamentalement suivre le même modèle : consolider les intérêts hégémoniques des États-Unis d'Amérique en Haïti. À bien remarquer qu'aucune de ces invasions militaires n'a apporté ni la paix durable ni le développement durable, encore moins le bonheur aux dignes héritiers des marrons qui pataugent encore dans leurs calamités.

Le prochain déploiement (s'il y en aura) ne sera pas différent dans ses intentions profondes, inavouées et inavouables : Haïti doit rester figée dans sa litanie de misères et de grands malheurs publics pour apaiser les inquiétudes américaines et tuer dans l'œuf toutes velléités de soulèvement général ou de Révolution, à l'heure où le monde en ébullition est favorable à l'émergence d'un nouvel Ordre, plus juste et plus humain.

Le tandem russo-chinois autorise donc un regain d'optimisme parmi les peuples considérés à tort comme «les damnés de la Terre». C'est le tandem de l'Espérance pour les Haïtiens éveillés dont je suis le porte-voix.

Il faut saisir l'occasion pour en appeler à une voix plus large pour l'Afrique dans les organisations internationales. À ce propos, la position de l'Afrique du Sud au sein des BRICS constitue un pas de géant dans la bonne direction.

Du même coup, on doit exhorter les frères Kényans à rejeter catégoriquement le rôle de sous-traitant que les grandes puissances occidentales voudraient bien leur assigner dans le dossier haïtien. Encore une fois, par la manipulation de nègres interposés, ces grands décideurs internationaux veulent maintenir leur hégémonie et faire durer le plaisir de l'application de leurs politiques néo-coloniales dans la première République noire indépendante du monde.

M. le président William Ruto du Kenya, les Haïtiens éveillés ne sont absolument pas dans la contemplation d'une nouvelle force étrangère sur leur territoire. Ce dont ils ont besoin, maintenant, c'est la sécurité, le commerce et les investissements. La présence militaire étrangère ne saurait servir en rien les aspirations profondes du peuple haïtien. Les multiples missions onusiennes qui ont défilé dans le pays pendant ces 30 dernières années, laissant derrière elles un cortège de malheurs et un État failli sont là pour le prouver !

Même l'armée la plus puissante au monde n'est pas dotée d'une potion magique ou d'une solution miracle qui pulvériserait la ténacité des structures archaïques et arriérées de l'environnement local. La force de frappe des missiles balistiques est combien trop faible pour briser le cynisme sans borne des élites pour lesquelles la régénération urgente des masses rurales et urbaines reste le cadet de leurs soucis.

Il est important de souligner que M. Ariel Henry dont on ignore encore quelle loi, quel article ou quel artifice juridique lui permettent de s'accrocher à la Primature depuis deux ans n'a absolument aucune légitimité pour engager la nation dans une telle aventure. Cet homme politique incolore, inodore et insipide n'a pas été capable d'un consensus minimal pour débloquer la situation socio-politique et économique du pays. Faut-il le rappeler : son nom est Ariel Henry, et non pas le roi Henry IV ?

On reconnaîtra volontiers que la violence constitue le fondement même du système politique haïtien. Ces racailles veulent maintenant substituer à la violence des gangs celle des troupes étrangères. Ces élites qui ont créé le monstre qu'elles ont du mal à contrôler sont maintenant dans la contemplation du déploiement de troupes étrangères dans le pays. Comme des cerfs altérés brament après le courant des eaux, ainsi soupirent leurs âmes après une nouvelle Occupation militaire (robuste) qu'elles appellent de tous leurs vœux.

Ce sont ces élites sans lecture, sans écriture, sans grandeur, sans pudeur, sans perspective historique qui disent dans leurs prières, une fois la nuit tombée : «O douce intervention étrangère, quand donc sera-ce que nos yeux verront ta face ?»

Devant leur incapacité criante et humiliante, le Dr Ariel Henry et ses collabos rêvent du chaos comme une porte de sortie. Ils estiment que la banqueroute nationale pourrait bien leur servir d'échappatoire. Aussi bizarre que cela puisse paraître, ces Conzés du XXIe siècle travaillent d'arrache-pied à l'effondrement de l'État, pavant ainsi la voie à une troisième Occupation militaire du territoire national en 30 ans.

Par ailleurs, les Haïtiens éveillés ont compris la nécessité de s'associer à de nombreux pôles. Les pressions intenses et les menaces constantes ont la seule mission de nous gardés dans l'isolement. Cependant, c'est notre détermination qui en est sortie renforcée. Nul au monde ne nous fera croire que la Russie est le méchant historique qui rejette le droit international en ne respectant pas la souveraineté des autres pays.

Après plus de 200 ans d'Histoire, il est triste de constater que le néo-colonialisme, dans sa forme la plus hideuse, est bel et bien présent dans le pays. C'est lui qu'on entrevoit à travers le support inébranlable et inconditionnel accordé au Dr Ariel Henry dans l'accomplissement de ses œuvres les plus basses.

Dieu merci, la Fédération de Russie et la République populaire de Chine n'ont point d'héritage colonial en Haïti. On sait que l'URSS n'a pas marchandé son soutien aux peuples d'Afrique dans leur lutte héroïque pour l'Indépendance. La Russie de Poutine a poursuivi cette politique de soutien et d'assistance à l'Alma Mater.

C'est fort de cette conviction, basée sur des faits historiques solides, que nous implorons le support de ceux qui ne nous ont jamais colonisés pour qu'ils fassent usage de leur droit de véto au Conseil de sécurité de l'ONU dans le traitement du dossier haïtien. Déjà, avec un cœur de gratitude, nous adressons nos remerciements à la Russie, à la Chine et à tous ceux qui comprennent qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le bien-être d'Haïti et celui des autres.



Les manifestants portent un cercueil recouvert de drapeaux américains, canadiens et français et d'une photo d'Ariel Henry

Radio Peyizan
Réseau International
19 septembre 2023

De Jamaïque à Trinidad et Haïti, mission impossible pour la CARICOM!



La délégation de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à la résidence officielle du Premier ministre de facto Ariel Henry

Par Catherine Charlemagne

(3ème partie)

Les politiciens haïtiens, on le sait depuis longtemps, ont une drôle de conception de la politique et de la négociation. Ils préfèrent tout perdre s'ils ne peuvent pas tout gagner. Il suffit de voir comment les acteurs ont réagi après le départ de la délégation de la première mission de la CARICOM à Port-au-Prince pour comprendre que c'était mission impossible pour eux. Chacun tentait de faire porter le chapeau de l'échec de cette énième mission internationale à ses adversaires. Selon l'un des signataires de la *Déclaration conjointe de la Jamaïque*, Line Balthazar, le Président du PHTK, « *Pour obtenir un Accord, il faut deux propositions en présence. Jusqu'à preuve du contraire, la seule proposition écrite qui a été formulée devant la CARICOM est celle des signataires de la Déclaration de Kingston. Il n'y avait aucune contre-proposition. Je ne connais pas la proposition du gouvernement ni celle de l'Accord du 21 décembre.*

Il n'y a jusque-là que des déclarations», avançait-t-il dans la presse. Tandis que de son côté, le plus fidèle défenseur du Pouvoir, Me André Michel, chef du Parti SDP (Secteur Démocratique et Populaire) fulmine contre les oppositions qui, d'après lui, ont fait entrave à la mission de la CARICOM en refusant d'accepter les propositions de l'Accord du 21 décembre qui prône l'ouverture et l'intégration au HCT. Dans le journal *Le Nouvelliste* datant du 17 juillet 2023, rapportant ces propos d'André Michel, on constate qu'il ne décolère pas contre ses adversaires « *Encore une fois, le jusqu'au-boutisme des signataires de la Déclaration de Kingston et leur volonté d'imposer leur Collège présidentiel de cinq membres ont fait échouer le deuxième round de négociations sous les auspices de la CARICOM, malgré le doigté de la médiation. C'est dommage. Ils ont fait preuve de mauvaise foi. Leurs ambitions démesurées nous empêchent d'aboutir à un consensus. Ils veulent à tout prix imposer un Collège présidentiel de cinq membres.*

C'est tout ce qui les intéresse. Ils ont rejeté nos propositions de formation d'un gouvernement d'Union nationale, d'élargissement du HCT ainsi que d'une révision de sa mission, de mise en place d'un CEP crédible, etc ». D'autre part, les signataires de la *Déclaration conjointe de la Jamaïque*, par le biais du Président du parti Dessalinien, Emmanuel Ménard, qui n'est jamais tendre avec Ariel Henry alors même qu'il avait paraphé l'Accord du 21 décembre, ont pris le contre-pied de ce qu'a avancé l'allié du Pouvoir en s'expliquant : « *La séance plénière avait démarré tard vendredi pour de multiples raisons. Alors que les deux camps s'engageaient dans des discussions à n'en plus finir, j'avais proposé un protocole de discussion qui rassemble la position de toutes les parties. L'Accord du 21 décembre était favorable au document que nous avions proposé* ». Rappelons que ledit Protocole de Ménard pour discussion faisait mention d'un élargissement du Haut Conseil de la Transition (HCT) à au moins cinq membres et surtout d'un Pouvoir exécutif bicéphale.

Or, comme tout le monde le sait, ce bicéphalisme demeure la bête noire de Me André Michel, le véritable soutien du chef de la Transition, Ariel Henry. Aussitôt dit aussi démenti par un autre partisan du Premier ministre et signataire de l'Accord du 21 décembre, Jorchemy Jean-Baptiste, qui a participé aux discussions avec les membres de la CARICOM. Selon lui, ce sont les partisans de la *Déclaration conjointe de la Jamaïque* qui ont introduit cette affaire de Collège présidentiel et qui a mis tout par terre. « *De notre côté, on pensait qu'on allait poursuivre les discussions où elles s'étaient arrêtées à la Jamaïque, c'est-à-dire sur les propositions des deux parties. Les signataires de Kingston ne l'ont pas entendu de cette oreille. Ils ont voulu repartir de zéro. Nous avons proposé un élargissement du HCT et une révision de sa mission. Ils ont rejeté notre proposition et veulent un Collège présidentiel de cinq membres. Ils sont dans une posture de tout ou rien. Malheureusement, face à leur intransigeance, nous n'avons pas pu nous entendre* » dit-il.

Finalement, tout le monde se rejette les responsabilités de l'échec de la mission de la CARICOM à Port-au-Prince et à Kingston. Mais, selon ces mêmes entités, les canaux de communication continuent de fonctionner à travers cette organisation régionale même après le départ de la délégation qui, d'ailleurs, avait annoncé un possible retour en Haïti à la fin du mois de juillet en fonction de l'avancée des pourparlers. Avant le départ des anciens Premiers ministres, Perry Christie, Kenny Anthony, Bruce Golding et de l'ambassadeur Colin Granderson, ils avaient proposé aux acteurs de la Transition de poursuivre séparément les pourparlers jusqu'à ce qu'ils trouvent un consensus entre eux et la CARICOM demeura la courroie de transmission entre les différents groupes et le Premier ministre. C'est ainsi que plusieurs réunions, rencontres ont eu lieu durant tout le mois de juillet 2023 entre les signataires de la *Déclaration conjointe de la Jamaïque* et les partisans du Pouvoir, notamment, les responsables de l'Accord du 21 décembre et le Compromis historique. Mais, jusqu'à la date limite du 31 juillet, aucun consensus n'a pu être trouvé.

La CARICOM, malgré sa disponibilité pour revenir à Port-au-Prince, n'a pu non plus annoncer un Accord global entre les parties. Alors que l'un des Responsables de l'Accord dit « Compromis historique » et ex-parlementaire, Antoine Rodon Bien-Aimé, annonçait dans la presse que « *La structure Compromis historique, signataire de l'Accord du 21 décembre est toujours en contact avec la CARICOM qui poursuit les échanges avec les parties prenantes afin de réaliser un autre round de négociations avec une quantité réduite d'acteurs. Nous, du Compromis historique, souhaitons des négociations de manière transparente, impartiale et inclusive, de la formation d'un Conseil Electoral Provisoire, la formation d'un gouvernement d'Union nationale et un élargissement du Haut Conseil de la Transition...* ». Un autre membre des oppositions et l'un des dirigeants du Parti de l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide, Fanmi Lavalas, Joël Vorbe, signataire de la *Déclaration conjointe de la Jamaïque*, affirme pour sa part que « *Les discussions se font actuellement directement avec la CARICOM.*

Pour le moment, il n'y a pas de date pour une troisième rencontre entre les protagonistes, mais la CARICOM discute avec les parties. Il y a une obligation d'avancer avec les discussions ». Enfin, il reste que les partisans du Pouvoir demeurent confiants et croient dans les pourparlers avec les dirigeants de la Communauté caribéenne. Le Coordonnateur du Conseil National de la Société civile Haïtienne et membre de l'Accord du 21 décembre, Joseph Dominique Orgella, confirme que « *La CARICOM continue son travail de médiation. Après l'échec des deux premières tentatives de négociations tout n'est pas perdu. Il y a des efforts qui se font de chaque côté. Ils se rencontreront bientôt pour proposer à la population une alternative. Le pays ne peut plus attendre* ». En fait, le pays peut attendre longtemps et il n'y a rien de concret pouvant donner l'espoir à la population qu'elle est à la sortie du tunnel.

La troisième mission qui a été entreprise sous la houlette du « Groupe des Eminentes Personnalités » de la CARICOM composée d'anciens Premiers ministres : Kenny Anthony de Sainte Lucie, chef de la Délégation, Bruce Golding de la Jamaïque et Perry Christie des Bahamas durant une semaine (4 au 10 septembre) à Port-au-Prince, comme pour toutes les autres missions dans le cadre de cette crise, s'est soldée par un énième échec. Le discours encourageant une semaine plus tôt sur le passé d'Haïti du Premier ministre de la Dominique, Roosevelt Skerrit, actuel Président a.i de la Communauté des Caraïbes, n'a rien changé. Il avait déclaré : « *En tant que Président de la Conférence des chefs d'État, j'ai indiqué très sincèrement que la situation haïtienne est ma priorité numéro un. Nous devons beaucoup au peuple haïtien et il est important que l'ensemble de la Communauté des Caraïbes, non seulement les Chefs de gouvernement, mais l'ensemble de la Communauté des Caraïbes, soient engagés et conscients des problèmes auxquels Haïti est confronté, afin que nous puissions lui apporter un engagement moral et collectif.*

Les dirigeants de la région des Caraïbes se réuniront pour recevoir un Rapport du groupe de personnalités éminentes et déterminer les futures actions que la CARICOM devrait entreprendre pour apporter assistance et soutien à Haïti et que la CARICOM jouera un rôle crucial dans la coordination des efforts mondiaux visant à fournir à Haïti tout le soutien dont il a besoin. Nous sommes en contact avec les membres du Conseil de sécurité, car c'est lui qui va déterminer le type de soutien que les Nations-Unies peuvent fournir. » Plus d'un en Haïti avait espéré un succès vu l'intérêt qu'apportent les membres de la Délégation qui ne s'étaient pas tardés à rencontrer dès lundi 4 septembre 2023 toute une brochette d'acteurs impliqués dans la crise. En effet, du Premier ministre Ariel Henry au Corps diplomatique en passant par les membres du Haut Conseil de la Transition (HCT) que dirige Mme. Mirlande H. Manigat, tous ont eu des entrevues avec la Délégation.

Le mardi 5 devrait être le tour des signataires de divers Accords, notamment, ceux de la *Déclaration conjointe de Kingston,* le Collectif du 30 janvier, Accord de Montana et les signataires de l'Accord du 21 décembre conduit par Me André Michel. Dans un premier temps, l'on parlait même d'un éventuel document-Accord qui devait être soumis par les Envoyés spéciaux de la CARICOM à l'ensemble des protagonistes. Ce pré-Accord qui aurait été préparé après discussions avec les principaux acteurs mais avant l'arrivée des émissaires en Haïti portait sur plusieurs points sensibles, entre autres : le Haut Conseil de Transition, l'OCAG, un Gouvernement d'unité nationale, les opérations du Conseil des ministres (présidence/signature d'actes), le CEP et le processus électoral, la sécurité et les réformes institutionnelles et judiciaires, etc. Sauf qu'il y a eu un vrai cafouillage entre les oppositions et la Délégation et rien ne s'est passé comme l'avaient imaginé les Eminentes Personnalités de la CARICOM dans la capitale haïtienne.

Problèmes d'intendance ou d'organisation de la part des membres de la Mission ; invitations arrivées très tardivement auprès différents groupements qui constituent cette opposition plurielle ; présence d'Ariel Henry réclamée par les oppositions ; agenda, etc. Surtout, non seulement il y eut des courriers collectifs envoyés aux responsables des Accords et aussi adressés à d'autres à titre individuel, mais ces courriers ne portaient aucune information sur le déroulé de la rencontre. Du coup, un front commun a été constitué par les oppositions pour demander le report de la rencontre. « *Nous avons reçu la lettre d'invitation très tard ce lundi. Elle a été faite de manière cavalière et sans méthode. Nous sommes en pourparlers afin de décider si on va l'honorer. Mais je ne suis pas certain que nous allons les rencontrer mardi 5 septembre. La situation sécuritaire s'est dégradée davantage. Le gouvernement ne contrôle rien. Il est incapable de protéger la population.*

Nous pensons que ce gouvernement fait partie du problème au lieu d'être la solution » c'est ce qu'avait déclaré l'un des dirigeants du Collectif du 30 janvier, Line Balthazar, Président du PHTK. Une correspondance a été vite envoyée au chef de la Délégation, Kenny Anthony, ancien Premier ministre de Sainte-Lucie et Coordonnateur du Groupe des Eminentes Personnalités (GEP) pour protester de n'avoir pas été officiellement mis au courant de l'arrivée de la Délégation en Haïti. De fait, ils ne sont pas disponibles pour l'entrevue du mardi 5 septembre 2023. Ce courrier qui portait les signatures de plusieurs regroupements, dont Fanmi Lavalas, Collectif du 30 janvier, Force Louverturienne, Accord de Montana, Les Engagés pour le Développement (EDE) et le parti En Avant, disait, entre autres « *N'ayant pas été au préalable formellement avisés de l'arrivée du GEP à Port-au-Prince, n'étant pas informés du protocole de facilitation, en l'absence d'un agenda de discussions, compte tenu de plus du caractère tardif de l'invitation, nous demandons au GEP de reporter cette rencontre au mercredi 6 septembre 2023 dans une tranche horaire qui lui conviendrait.* »



Joseph Dominique Orgella, Coordonnateur du Conseil National de la Société civile Haïtienne et membre de l'Accord du 21 décembre

(A suivre)
C.C

Despite Peace Breaking Out in Haiti, Biden Still Calls for "UN-Backed" Invasion



Former foes, neighborhood leaders Jimmy Cherizier and Marc-André Alexandre led a united march against Ariel Henry and in support of the farmers of Ouanaminthe through Port-au-Prince on Sep. 18, 2023.



Video shot of Sep. 18, 2023 march through Port-au-Prince calling for the removal of de facto Prime Minister Dr. Ariel Henry

by Kim Ives

Over 1,000 people surged through the streets of Haiti's capital Port-au-Prince on Sep. 18, calling for de facto Prime Minister Dr. Ariel Henry to step down and shouting their full support of Haitian farmers in the Northeast Department, who are finishing construction of an irrigation canal despite strong objection, threats, and border closure by Dominican President Luis Abinader.

The animated rally might have passed as just another of many anti-government protests over recent years, but this one was historic. At its head were two figures who until a month ago were bitter enemies: Marc-André "Toto" Alexandre, the spokesman for the capital's Belair neighborhood, and Jimmy "Barbecue" Cherizier, the leader of neighboring Lower Delmas.

Surrounded by a gaggle of Haitian media camerapersons, the two jogged arm-in-arm chanting: "Ariel, Ariel, Ariel, hungry people don't play. We are not playing around."

"Biden, Trudeau, Macron, come collect your garbage," they chanted with the crowd, referring to the three world leaders most responsible for inserting and maintaining Henry in power.

The truce now reigning between Delmas 2, 4, and 6 and their former foes in Belair, Ruelle Maillart, and Rue Tirmasse, is just the latest in a series of peace accords which have been established between formerly warring neighborhoods. Cherizier's "Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies, Mess with One, You Mess with All" (G9), which groups neighborhoods opposed to kidnapping, rape, and political manipulation by bourgeois oligarchs, was pitted against a federation called "G-Pèp," most of whose member groups engaged in heinous criminality and violence for hire.

Earlier this year, Christ-Roy "Krisla" Chéry, the G9 leader of Ti Bois and Fontamara, brokered a peace with Grand Ravine's Renel "Ti Lapli" Destina and Village de Dieu's Johnson "Izo" Alexandre, two of Haiti's most infamous G-Pèp kidnappers. Then in July, Gabriel Jean-Pierre, G-Pèp's founder (though generally believed not to engage in major crimes) made peace with G9 leaders Iscard Andrice and Mathias Saintil in Cité Soleil, and shortly after the Delmas/Belair reconciliation was announced.

"Thank God, there is finally peace so we can get on with our lives," one woman told *Haïti Liberté* on Aug. 30 as she stirred a boiling pot of food for sale on a barren street of Anbawozi, a warren of mostly burned-out buildings which were on the battle line between Belair and Lower Delmas. "I wish the government would help me rebuild my home. But I'm glad to be back and that the fighting has stopped so we can get back to making a living. I hope it stays like this."

Only the suburbs north of the capital currently remain at odds, where the G9 affiliates *Chen Mechan* (Mean Dog) and *Kat Ponyà* (Four Fists) still remain at war with G-Pèp members Jeff, Joseph "Lanmò Sanjou" Wilson's *400 Mawozo*, and Vitel'Homme Innocent's *Kraze Baryè* (Break the Walls).

But the "peace" is hardly solid. In recent weeks, Ti Lapli has launched several attacks on the Carrefour Feuilles neighborhood, claiming he is responding to the aggression of policemen who live there. Also, the leader of the Belair gang, Kempes Sanon, who escaped in 2021 from a prison where he was serving a life sentence for kidnapping, has carried out assaults on the neighboring Solino and Fort National neighborhoods, some say with the assistance of Ti Lapli. These attacks on neighborhoods which have been relatively peaceful and neutral over the last five years have prompted speculation that Kempes and Ti Lapli are taking advantage of the larger peace with the G9 to settle their scores, particularly with Solino's resident policemen. They have prevented kidnapping victims from being transported into neighboring Belair, which in recent times acted as a sort of hostage storage zone.

Despite such troubling violence and the skepticism of many radio commentators, Cherizier continues to defend the peace, while admitting that he is making a deal with the devil by burying the hatchet with his former nemeses.

"Ariel's strategy to foil all the offensives we [in the G9] undertook against his government was to use people that look like us, to pit the G-Pèp against G9," Cherizier said in one of several impromptu press statements made along the march route. "That's how it used to be. But now there is neither G-Pèp or G9. There is only *Viv Ansanm* (Live Together). And today I, Jimmy Cherizier "Barbecue", in order to put an end to Ariel Henry's system, together with all the stinking politicians just like him and the stinking traditional journalists who are always destroying the people's movement, today to do this movement against Ariel, I will ally with Satan if I have to or sit at the same table and eat with Lucifer. If that's what we have to do to overthrow Ariel, we will."

Despite suggesting they might be the devil, he also argued that the criminal gangs can be reformed.

"It's a shame that some guys did not understand the reality of guns that were in their hands, and they did bad things to people who were just like them," Cherizier explained. "Today when you hear the talk of Izo, of Jeff, of Vitel'Homme, of Lamò Sanjou, you'll see that it is a group of young men who have gained consciousness and now say, 'hey, people who look like us, we will not hurt them anymore or chase them, and we will instead fight against our true enemy. Because those guns in our hand can bring a real solution for Haiti.'"

Cherizier and Alexandre announced a mass at Belair's Our Lady of Perpetual Help Church on Sep. 30, the anniversary of the 1991 coup d'état against President Jean-Bertrand Aristide, to commemorate the lives lost then and during the last five years. Cherizier said that after the mass, people would take to the street, and "whatever happens, happens."

"Our battle isn't just going to be to demonstrate with people in the streets. We have guns, and we will fight with them... We took our independence with arms. You journalists have to educate the people. You make people think that arms are a bad thing. A gun, when it's in your hand and you know why it's in your hand, it can be used to do a lot of things. Today, the guns that are in our hands, we know why they are in our hands. It's God who put weapons into the poor neighborhoods."

Ariel Henry traveled to New York for the United Nations General Assembly on Sep. 17, five full days before his Sep. 22 address to the body.

U.S. President Joe Biden addressed the UN on Sep. 19, thanking Kenya's president "for his willingness to serve as the lead nation of a UN-backed security support mission. I call on the Security Council to authorize this mission now. The people of Haiti cannot wait much longer."

The vote for the "UN-backed" mission was supposed to take place on Sep. 15 but was postponed due to Washington's fear that Russia or China would veto the force, which is very different from a traditional UN "peace-keeping" army under the command of the Security Council. The troops Washington proposes do not have Security Council oversight but would simply be "deputized" by the body to assist Ariel Henry and the Haitian police in fighting the "gangs," the sobriquet given to all armed popular groups in Haiti, whether criminal, anti-crime, or revolutionary.

The vote was also postponed because tensions along the Dominican border are growing after Abinader deployed thousands of troops and closed all traffic and trade between the two countries on Sep. 14.

"I am extremely alarmed by the decision of the Dominican Republic's government to close its land, sea, and air border with Haiti," said William O'Neill, the UN's expert on human rights in Haiti, who called for negotiations to resume. "I urge the [DR] Government to reconsider its decision, which will have serious impacts on people on both sides of the border."

The Dominican Foreign Minister said he "categorically rejects"

suite à la page(16)

A New Frontier on an Old Frontier: Closed Border, Closed Mind



Haitian gathered around a soon-to-be-completed irrigation canal running from the Massacre River, which forms the border between Haiti and the Dominican Republic



Dominican President Luis Abinader is making a bad impression on the global stage

by Levyen Joseph

Water wars are one of the most universal staples of political drama. But the Dominican Republic could well be setting a new standard for overreach and pettiness in its current attempt to undo an irrigation canal on the Haitian side of the Massacre River, which is the boundary between the two nations.

The DR's approach: shut down the entire border between the two countries, costing millions of dollars in trade and activity and greatly exacerbating famine conditions in Haiti.

At least that seems to be a majority view here on the Dominican Republic's north coast, where I live, and as reflected in social media. The opinion is shared not just by Haitians but by ex-pats and many Dominicans as well.

What is the nitty-gritty of the absurdity?

To begin with, the Dominican Republic reportedly has 11 irrigation canals along the same river.

Secondly, Haiti is suffering from widespread food insecurity. Under such extreme circumstances, couldn't and shouldn't water resources be more equitably distributed?

Thirdly, closing the border as a punitive measure is enormously inefficient and will offer almost no chance for success.

Fourthly, world opinion matters. The bellicose and inflexible Dominican president Luis Abinader is making a bad impression on the global stage.

Nonetheless, like that proverbial petulant child, Abinader is doubling down on the machismo. He seems to have driven himself into a corner. Where does he go from here? One rumor has it Haitians will be forbidden from riding public transport.

But whatever draconian steps Abinader contemplates, he is driven right back to a grim reality: The Dominican Republic cannot function without Haitian labor.

On top of which, it does look pretty bad to tell a starving people that they cannot grow food with shared water. How mean-spirited can you get?

To put it bluntly, Abinader is no chess player. When he should show restraint and settle for a draw, he seeks an impossible conquest.

To justify his behavior, Abinader makes the astonishing claim that the irrigation project will make the DR vulnerable to armed Haitian gangs.

Now that's a mighty leap of logic. Might we call it paranoia?

But what really gives Abinader's behavior the glint of lunacy is the notion that he can control one sector of Haitian society by punishing another. That approach has been disproved over and over again.

Hispaniola is more than the sum of its parts. If Haiti and the Dominican Republic could work together, a great force could be unleashed.

One visionary leader could make the difference. Imagine a Dominican president who simply says: Haitians and Dominicans are brothers and sisters - and all the good that would follow from that.

Meanwhile, back in this reality, we wait to see what unfolds next. No one really thinks the border will stay closed for more than a few weeks.

It remains possible, although not certain, that in the coming months a foreign military force will again be sent into Haiti for the third time in three decades. Abinader has been pushing for that and may think that will help him close the canal. That seems to be his long game.

Here on the north coast, life goes on without too much impact from the water wars. If the days of this stand-off do indeed turn into months, it will be another story.

But if that is the case, it will likely be a story with many unintended consequences.

WASHINGTON N'A TIRÉ AUCUNE
VIÊT NAM, DE L'IRAK E



Le général William Westmoreland, deuxième à partir de la droite, attend que le président Lyndon B. Johnson lise un document en 1967. (Archives nationales et Records Administration, domaine public)

Par Barbara Koeppel

Westmoreland revisité

Face à l'optimisme officiel des États-Unis sur la contre-offensive ukrainienne, Barbara Koeppel conclut que Washington n'a tiré aucune leçon des guerres ratées du Viêt Nam, puis de l'Irak et de l'Afghanistan.

À la fin de l'année 1967, la guerre du Viêt Nam était dans une impasse, du moins pour ceux qui voyaient clair. Certains, comme le général William Westmoreland, qui commandait les forces américaines, n'y voyaient pas clair.

C'est ainsi qu'en novembre 1967, Westmoreland a déclaré qu' "une nouvelle phase commençait" au Viêt Nam. De plus, il "voyait la lumière au bout du tunnel". Malgré ces prévisions optimistes, les Nord-Vietnamiens et les Viêt-Cong ont lancé l'offensive du Têt deux mois plus tard, attaquant plus de 100 villes du Sud-Vietnam, y compris l'ambassade des États-Unis à Saigon.

Pour renforcer le demi-million de soldats américains présents sur place, Westmoreland a demandé au président Lyndon Johnson 200 000 soldats supplémentaires. Johnson refusa et rappela Westmoreland à Washington. La guerre s'est prolongée pendant sept ans, tuant environ 3,8 millions de civils et de soldats vietnamiens et 58 000 soldats américains.

Les guerres ratées du Viêt Nam, puis de l'Irak et de l'Afghanistan peuvent-elles servir de leçons à l'Ukraine ? Il semble que non.

Bien que la contre-offensive ukrainienne tant annoncée, qui a débuté en juin, semble être au point mort, le New York Times a régulièrement interviewé des responsables et des analystes de la défense en Ukraine, aux États-Unis et en Europe, qui se montrent optimistes.

Le 21 août, son article de première page intitulé "Ukraine Troops on Front Line Laud Offensive" cite un commandant de bataillon qui déclare que "grâce à la ruse et à l'équipement occidental, les forces armées ukrainiennes sont en train de percer leurs défenses (russes). Le succès n'est qu'une question de temps".

De même, le 18 août, des sources de l'Institut pour l'étude de la guerre, un groupe de réflexion basé à Washington, ont déclaré au NYT que la contre-offensive avait permis des "gains tactiques significatifs". Le groupe reçoit son financement principal de la part d'entreprises de défense.

S'inspirant du manuel de Westmoreland, Phillip M. Breedlove, général quatre étoiles de l'armée de l'air américaine à la retraite et autorité incontournable dans les articles du New York Times, a déclaré le 14 août que "nous n'avons pas donné à l'Ukraine les outils dont elle a besoin" – bien qu'à ce jour, les États-Unis aient envoyé près de 77 milliards de dollars d'aide humanitaire, financière et surtout militaire. Breedlove a également vanté les mérites de l'armée ukrainienne, qu'il a qualifiée de "l'une des mieux équipées et des plus éprouvées d'Europe".

Le 3 août, le Times citait des "analystes de la défense" qui affirmaient que "les Ukrainiens commençaient à épuiser les troupes et l'artillerie russes". Ils n'ont pas parlé de lumières ou de tunnels, mais les mots étaient étrangement similaires.

Pas plus tard que le 11 septembre, le Times citait le général Mark Milley, président de l'état-major interarmées, qui reconnaissait que la contre-offensive s'était déroulée "plus lentement que prévu". Mais il a ajouté que "les Ukrainiens continuent à faire des progrès constants".

Le soutien général du Times à la guerre – le journal a publié très peu d'articles contraires – n'est peut-être pas surprenant : au moins deux membres de son conseil d'administration ont des liens étroits avec l'industrie de la défense.



La présentation inaugurale du F-35 Lighting II Joint Strike Fighter, une acquisition militaire majeure, dans les installations de Lockheed Martin à la Naval Air Station/Joint Reserve Base à Fort Worth, Texas, le 7 juillet 2006. (Archives nationales des États-Unis)

Ainsi, Robert Denham, membre du conseil d'administration de 2008 à 2021, est associé au cabinet d'avocats Munger, Tolles et Olson, qui représente Boeing, Northrop Grumman, Lockheed Martin et Raytheon. Beth Brooke, qui a rejoint le conseil d'administration en 2021, est vice-présidente mondiale de la politique publique chez Ernst & Young, qui compte Lockheed Martin parmi ses "plus gros clients".

Un article du Times sur l'Ukraine publié jeudi cite Ben Barry, chercheur à l'Institut international d'études stratégiques du Royaume-Uni. Selon lui, la "bataille en profondeur" menée par l'Ukraine contre des cibles situées loin derrière les lignes ennemies "a montré des signes de succès dans la perturbation des opérations militaires russes", ce qui "pourrait permettre aux forces ukrainiennes de réussir une percée ou de diminuer la puissance de combat de la Russie".

L'Institut est financé par Lockheed Martin, le département d'État américain et le ministère britannique de la défense, entre autres. Le groupe Transparify attribue à l'Institut la note la plus basse, "trompeur", en matière de transparence des financements.



Breedlove, then NATO's supreme allied commander in Europe, in May 2014. (NATO, Flickr,CC BY-NC-ND 2.0)

Le Times n'est pas le seul à avoir choisi d'interviewer les optimistes. Le 23 août, le Washington Post a cité le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, qui a déclaré : "Nous ne pensons pas que le conflit soit dans une impasse".

Quelques grands médias adoptent un point de vue plus nuancé. Par exemple, le 20 août, le Financial Times a noté que "les responsables américains sont de plus en plus critiques à l'égard de la stratégie de contre-offensive de l'Ukraine et sombres quant à ses chances de succès".

Et le 20 août, The Economist a écrit que "les espoirs d'une percée rapide se sont amenuisés". Même le Washington Post a noté le 17 août que "presque tous les analystes s'accordent à dire que la Russie a surpassé les attentes en ce qui concerne sa capacité à défendre les territoires occupés".

Certains analystes que les grands médias ne citent pas voient une tragédie.

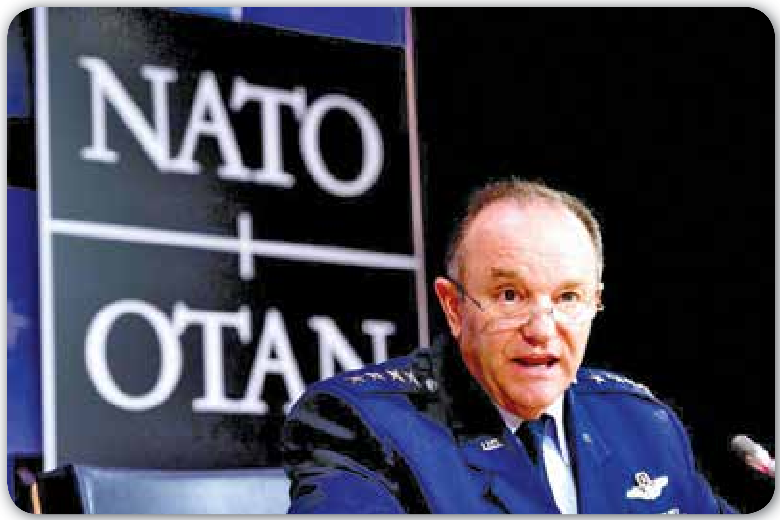
Lawrence Wilkerson, colonel de l'armée américaine à la retraite et ancien assistant spécial du président de l'état-major interarmées des États-Unis (le général Colin Powell), a déclaré au podcast Dialogue Works que : « *En tant que professionnel militaire, il est clair pour moi que la guerre a été une recette pour une défaite totale. Tout expert militaire qui n'est pas payé par les médias ou qui n'est pas stupide sait qu'il s'agit d'un combat inégal, même si l'OTAN jette dans la bataille tout ce qu'elle peut, à l'exception de ses propres soldats. Pourtant, nous les soutenons jusqu'au dernier Ukrainien mort. … Les Ukrainiens se battent certainement pour les choses pour lesquelles nous nous battons tous. Mais nous les trompons parce qu'ils ne vont pas gagner. Regardez combien de personnes ils perdent. On ne se remet pas d'une telle situation* ».

Le calcul de Wilkerson est basé sur: "l'extrême déséquilibre des forces. Vous avez une nation de 140 millions d'habitants face à une autre qui est passée de 40 millions à environ 30 millions. La Russie a le nombre, la férocité, la profondeur et l'entêtement qui vont avec. Elle possède également l'une des bases industrielles les plus solides au monde, que même les nazis n'ont pas pu vaincre pendant la Seconde Guerre mondiale, avec l'une des meilleures armées de la planète. Ce que Poutine a fait est cruel et brutal. Mais il réagit à ce que nous avons fait en élargissant l'OTAN et en plaçant des missiles balistiques à capacité nucléaire dans les nouveaux pays de l'OTAN".

De plus, Wilkerson affirme que « *c'est de la foutaise que Poutine ait menacé le reste de l'Europe. Londres et nous-mêmes avons joué ce rôle parce que nous pensions que cela renforcerait l'OTAN. C'est dangereux* ».

De plus, le 7 septembre, Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré à la commission des affaires étrangères du Parlement européen que Poutine voulait que nous promettions « *de ne jamais élargir l'OTAN…. près de ses frontières. Nous avons rejeté cette promesse. Il est donc entré en guerre pour empêcher l'expansion de l'OTAN* ».

Wilkerson doute de la sagesse des responsables interviewés sur CNN et d'autres médias grand public. Il cite David Petraeus, général de l'armée américaine à la retraite et ancien directeur de la C.I.A., qui affirme que nous devons fournir de nouvelles armes à l'Ukraine. Wilkerson a déclaré : « *Ces sources ne changent pas d'avis parce qu'elles sont prises dans leur propre rhétorique. Je demanderais à David, que je connais depuis longtemps, à quand remonte la dernière fois que vous avez gagné une guerre ? Il a perdu en Irak. Il a perdu en Afghanistan. Il a dû démissionner de la C.I.A. Je ne suivrais donc pas les conseils de David sur la façon de décaper un hareng. Je ne suivrais pas non plus les conseils de la plupart des généraux ou amiraux qui s'expriment à la télévision parce qu'ils font partie de la machine de guerre de l'empire. Dans l'ensemble, la voie suivie par l'OTAN a été incroyablement malavisée : Nous avions l'occasion, après la Guerre froide, de faire de la Russie une véritable partie de l'Europe. Mais nous*



Lawrence B. Wilkerson

LEÇON DES GUERRES RATÉES DU
T DE L'AFGHANISTAN !


Inondations en juin à Kherson, en Ukraine, en aval du barrage détruit de Kakhovka. (Wikimedia Commons, CC BY 4.0)

ne l'avons pas fait ».

Wilkerson craint ce qui peut arriver lorsque l'on "commence à perdre sérieusement – à moins que l'on ne soit prêt à une escalade majeure. Pas seulement sur le plan nucléaire, mais aussi sur le plan conventionnel. Si vous vous engagez dans cette voie dangereuse, vous commencez à fournir des F-16. Ensuite, vous pilotez vous-même les avions et vous entrez dans la guerre avec plus de force. Il n'y a pas encore de troupes au sol, mais cela finira par arriver. On entre alors dans une guerre mondiale. Les puissances nucléaires doivent donc éviter les confrontations qui amènent leurs adversaires à choisir entre une retraite humiliante ou une guerre nucléaire, ce qui est un vœu de mort collective pour le monde".

Les prédictions de Wilkerson se sont partiellement réalisées le 21 août lorsque le Times a rapporté que les Pays-Bas et le Danemark allaient faire don de 61 avions de combat F-16 à l'Ukraine "une fois que les pilotes et les ingénieurs auront été formés".

Le président John F. Kennedy a mis en garde contre de tels dangers dans son discours d'ouverture de l'American University en 1963 « *La guerre totale n'a aucun sens lorsque les grandes puissances disposent de forces nucléaires importantes et relativement invulnérables et qu'elles refusent de se rendre sans y recourir* ».

JFK a mis l'accent sur la diplomatie, tout comme Wilkerson, qui affirme que « *cela fonctionnerait si les gens étaient sérieux. Mais ce n'est pas le cas, car ces guerres leur rapportent trop d'argent – de l'argent qui va dans les coffres des politiciens américains et dans ceux des oligarques moscovites* ». Wilkerson note qu'à la fin des années 1930, « *Dupont et Ford Motor Company ont vendu des fournitures à Hitler et Ford les a même envoyées pendant la guerre. Vous comprenez alors que nous restons en Ukraine parce que nous y faisons fortune – Lockheed Martin et Raytheon, en particulier* ».

Résultat toxique

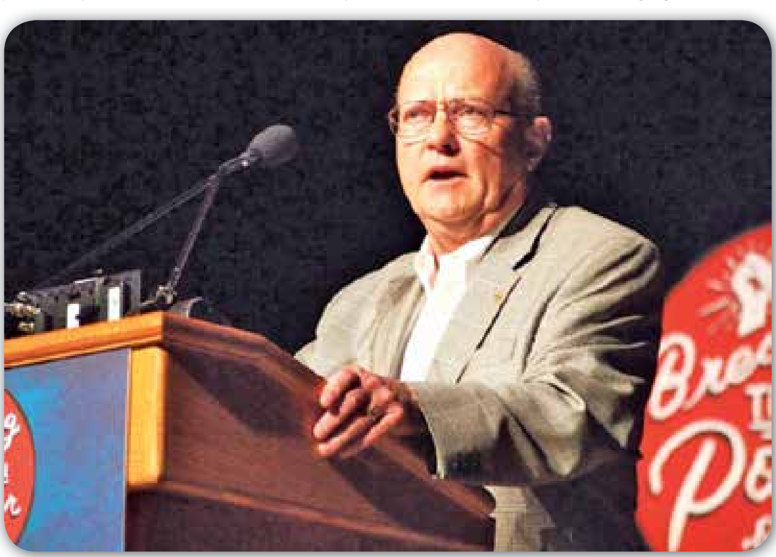
Il y a aussi la question des risques nocifs à la fin de la guerre. Dans une interview, Matthew Hoh, directeur associé du réseau Eisenhower Media, vétéran des Marines et consultant au département d'État qui a démissionné en raison de l'escalade de la guerre en Afghanistan en 2009, a lancé une mise en garde:

"L'Ukraine sera toxique pendant des décennies. Tout d'abord, il y a les "ratés" – les obus, les missiles, les bombes et les grenades utilisés par les deux camps – qui n'explosent pas. Même si le taux de ratés n'est que de 1 %, cela représente une quantité stupéfiante de munitions non explosées. Nous avons vu ce qui s'est passé ailleurs".

En 2016, le Smithsonian Magazine a rapporté que "des milliers de tonnes de bombes non explosées se trouvent en Allemagne, vestiges de la Seconde Guerre mondiale". Au Viêt Nam, l'organisation à but non lucratif "Project Renew" a retiré des milliers de bombes non explosées dans la seule province de Quang Tri.

Le 11 août, NBC News a rapporté qu'en Pologne, « *des ouvriers travaillant sur un nouveau quartier résidentiel ont découvert une méga-bombe enfouie dans le sol, datant elle aussi de la Seconde Guerre mondiale* ».

En outre, la pollution due aux matériaux de guerre est importante. Hoh explique : « *Lorsque des milliers de chars ou d'autres véhicules militaires explosent, le carburant et les lubrifiants se répandent, tout comme les explosifs du véhicule* »... « *Les deux camps ont également placé des millions de mines terrestres. Bien que les pays belligérants soient censés savoir où ils les ont placées afin de pouvoir les retirer à la fin de la guerre, il arrive souvent qu'elles ne soient pas enregistrées. Pire encore, nombre d'entre elles ont été déplacées par l'inondation massive qui*


Le président John F. Kennedy avec le premier ministre soviétique Nikita Khrouchtchev à Vienne en juin 1961. (National Archives and Records Administration, Public domain)

a suivi la rupture du barrage de Kakhovka, dans l'est de l'Ukraine, le 6 juin. Ils peuvent se trouver n'importe où ».

En outre, M. Hoh souligne la toxicité des armes fabriquées avec de l'uranium appauvri, non appauvri et légèrement enrichi, comme celles qui ont été utilisées en Irak et en Afghanistan. Il demande « *combien de générations de femmes ukrainiennes vont donner naissance à des enfants difformes ? Combien d'entre elles seront atteintes d'un cancer ?* »

Selon l'Organisation mondiale de la santé, en 2004, l'Irak avait les taux de leucémie et de lymphome les plus élevés au monde, suivi de près par l'Afghanistan. « *Quel que soit le vainqueur, il gagnera une terre détruite, toxique et remplie de bombes et d'obus non explosés* », affirme M. Hoh.

*Barbara Koeppel est une journaliste d'investigation indépendante basée à Washington.

Consortiumnews.com 15 septembre 2023
Traduction Arretsurinfo.ch
Arrêt sur info — 19 septembre 2023

Pour Israël, tuer des enfants palestiniens est une politique d'Etat



Fin août 2023, l'occupant israélien a déjà assassiné 35 enfants palestiniens – Composition transmise par Twitter (Dr. Omar Suleiman)

Par Ramzy Baroud

Israël assassine des enfants palestiniens dans le cadre de sa politique étatique. Cette affirmation peut être facilement démontrée et est étayée par les dernières conclusions d'un rapport de Human Rights Watch. La question est d'en connaître les raisons.

Lorsque la police ou l'armée tire sur un enfant, où que ce soit dans le monde, on peut généralement affirmer, du moins en théorie, qu'il s'agit d'une erreur malheureuse et tragique. Mais lorsque des milliers d'enfants sont tués et blessés selon une méthode systématique, « routinière » et comparable dans un laps de temps relativement court, c'est alors certainement de façon très délibérée.

Dans un rapport récent, intitulé« Cisjordanie : Hausse du nombre d'enfants palestiniens tués par les forces israéliennes », HRW parvient à une conclusion terrible basée sur un examen exhaustif des données médicales, des récits de témoins directs, des séquences vidéo et des enquêtes sur le terrain, ces dernières concernant quatre cas spécifiques.

Le premier est celui de Mahmoud Al-Sadi, un Palestinien de 17 ans du camp de réfugiés de Jénine. Il a été tué en novembre dernier, à 320 mètres des combats entre les forces israéliennes d'invasion et les résistants de Jénine. Mahmoud se rendait à l'école et ne portait rien qui puisse être considéré, du point de vue des soldats, comme menaçant ou suspect.

L'histoire du garçon de Jénine est typique et se répète souvent dans toute la Cisjordanie occupée, parfois quotidiennement. Le résultat prévisible, comme le dit HRW, est que ces meurtres sont suivis de « pratiquement aucune suite en matière de responsabilité ».

Au 22 août, 34 enfants palestiniens de Cisjordanie ont été tués en 2023, ajoutant encore des chiffres tragiques à une année qui promet d'être la plus violente depuis 2005.

Cette année « dépasse déjà les chiffres annuels de 2022 et le chiffre le plus élevé depuis 2005 » en termes de victimes, a déclaré Tor Wennesland, coordinateur spécial des Nations unies pour le Moyen-Orient, lors d'une réunion d'information organisée par les Nations unies le 21 août.

Ces statistiques, parmi d'autres facteurs – dont l'expansion des colonies juives israéliennes illégales en Cisjordanie – « menacent d'aggraver le sort des Palestiniens les plus vulnérables », selon M. Wennesland.

Ces « Palestiniens les plus vulnérables » ne sont pourtant pas que des statistiques.

Lorsque les soldats israéliens ont tué Mohammed Tamimi, un bambin de deux ans, le 5 juin, le nom du petit garçon a été ajouté à une « liste de honte » qui ne cesse de s'allonger.

Cependant, le souvenir du tout jeune enfant, comme celui de tous les autres enfants palestiniens, est gravé dans la conscience collective de tous les Palestiniens. Il accentue leur douleur, mais les oblige aussi à lutter et à résister. Pour les Palestiniens, le meurtre de leurs enfants n'est pas un acte hasardeux d'une armée qui manque de discipline et ne craint aucune répercussion. Les Palestiniens savent que la guerre israélienne contre les enfants est une composante intrinsèque de la guerre israélienne plus large contre chacun d'entre eux.

Bien entendu, Israël ne déclare pas officiellement qu'il vise délibérément les enfants palestiniens. Ce serait un désastre en termes de relations publiques. Dans le passé, certains responsables israéliens ont toutefois baissé leur garde, proposant une logique étrange et très troublante.

Les enfants palestiniens sont de « petits serpents », a écrit la politicienne israélienne Ayelet Shaked en 2015. Dans un message publié sur Facebook et repris par le Washington Post, Shaked a appelé à tuer « les mères des martyrs [palestiniens] ».

Ce faisant, elle a déclaré la guerre à tous les Palestiniens. « Elles devraient suivre leurs fils », écrit-elle, « rien n'est plus juste. Peu de temps après, Shaked est devenue, dans une ironie sordide, ministre de la justice d'Israël.

Mais tous les responsables israéliens ne sont pas aussi francs au sujet de l'assassinat d'enfants palestiniens, et même de leurs mères. Les données recueillies par les groupes internationaux de défense des droits ne laissent toutefois planer aucun doute sur le fait que la nature des assassinats fait partie d'une stratégie globale élaborée par l'armée israélienne.

« Dans tous les cas », selon une enquête récente de HRW, « les forces israéliennes ont tiré sur la partie supérieure du corps des enfants ». Cela s'est fait sans qu'aucun avertissement n'ait été donné et sans que des mesures moins meurtrières n'aient été prises.

Plus précisément, le meurtre d'enfants palestiniens est une stratégie militaire israélienne centralisée et délibérée.

La même logique tordue, maintenant appliquée à la Cisjordanie, a déjà été utilisée dans la bande de Gaza assiégée. Les chiffres de l'ONU montrent que, lors de la guerre israélienne contre les Palestiniens à Gaza en 2008-9, 333 enfants palestiniens ont été tués ; d'autres estimations avancent le chiffre de 410.

Lors de l'offensive israélienne de 2012 contre Gaza, 47 enfants ont été tués ; en 2014, 578 enfants ont été tués ; en 2021, 66 enfants ont été tués ; et en 2022, 17 enfants ont été tués par des soldats israéliens dans le territoire assiégé.

Entre 2018 et 2020, 59 enfants palestiniens ont été tués lors des manifestations connues sous le nom de « Marche du retour », qui se sont déroulées devant la clôture séparant Israël de la bande de Gaza. Tous les enfants ont été tués à distance par des tireurs d'élite israéliens.

Le nombre d'enfants morts et blessés se compte par milliers. Selon l'ONU, il y a eu précisément 8700 enfants palestiniens tués entre 2015 et 2022.

\ Même le terme insensible et souvent déshumanisant de « dommages collatéraux » ne peut justifier de telles statistiques. Et bien que la guerre contre les enfants palestiniens soit clairement intentionnelle, prolongée et continue, aucun militaire ou responsable gouvernemental israélien n'a jamais été tenu pour responsable devant un tribunal international.

En outre, la « Liste de la honte pour les enfants tués » des Nations unies n'a jamais visé Israël, alors que d'autres pays ont été « nommés et couverts de honte » pour des crimes bien moins graves contre les enfants.

Comme le meurtre d'enfants est perçu – selon la logique tordue de personnes comme Shaked – comme utile pour Israël, étant donné l'absence de toute obligation de rendre des comptes, l'État d'occupation ne voit aucune raison de mettre fin à sa guerre contre les enfants palestiniens.

Et avec l'assouplissement constant des règles d'engagement militaire en Israël, et le langage terrifiant et génocidaire utilisé par ses ministres d'extrême droite et leurs nombreux électeurs, d'autres enfants palestiniens vont perdre la vie dans un avenir proche.

Malgré cela, les officiels de l'ONU et les groupes de défense des droits semblent tout au plus capables de compter le nombre alarmant d'enfants victimes. Hélas, aucun chiffre n'est assez important pour dissuader Israël de tuer des Palestiniens, y compris des enfants.

Le problème des Palestiniens n'est pas seulement la violence israélienne, mais aussi l'absence de volonté internationale de demander des comptes à Israël.

L'obligation de rendre des comptes exige l'unité, la détermination et l'action. Cette tâche devrait être une priorité pour tous les pays qui se soucient réellement des Palestiniens et des droits de l'homme universels.

Sans une telle action collective, les enfants palestiniens continueront d'être tués en grand nombre et de la manière la plus brutale qui soit … une tragédie qui continuera de nous attrister profondément, voire de nous faire honte.

Middle East Monitor, 5 septembre 2023
Traduction : Chronique de Palestine
Arrêt sur info \ 15 septembre 2023

Palestine occupée : quand la peur change de camp !



Les ailes militaires des groupes palestiniens dans la bande de Gaza participent à un exercice militaire conjoint, le 29 décembre 2020 dans la ville de Gaza, à Gaza - Photo : Ali Jadallah

Par Adnan Abu Amer*

Les responsables politiques et militaires israéliens affirment qu'il s'agit de l'année « la plus difficile" pour l'État d'occupation depuis 2005, compte tenu de la recrudescence des attaques de la résistance visant les soldats de l'occupation et les colons. Depuis le début de l'année, 36 Israéliens ont été tués et plus de 140 autres ont été blessés.

Cela a provoqué la colère des soldats et des colons, qui sont des cibles faciles sur les routes qu'ils empruntent pour traverser les villes palestiniennes.

Les services répressifs israéliens tentent de résoudre ce dilemme en bloquant l'accès à ces routes aux membres des groupes de résistance, mais il est impossible de poster un soldat tous les 100 mètres environ sur chaque voie de circulation.

On dit aujourd'hui que l'une des plus grandes menaces en Cisjordanie est l'augmentation des tirs à la volée, plutôt que des bombes en bord de route, des missiles ou d'autres moyens.

C'est devenu un problème majeur pour les colons, dont les véhicules peuvent à tout moment croiser ceux des groupes de résistance. Après les attaques, les voitures sont incendiées pour détruire les preuves, et les combattants se fondent dans la communauté palestinienne environnante.

Aujourd'hui, de nombreux Israéliens estiment que l'escalade actuelle des attaques est due à l'absence d'un facteur de dissuasion crédible. Mais on sait que les Palestiniens ne craignent plus Israël et son armée.

De plus, les résistants ne se retirent qu'après s'être assurés qu'ils ont eu un effet sérieux sur les colons – dont la présence est illégale au regard du droit international – rendant la vie difficile à l'armée et aux forces de répression.

Ces attaques étant souvent mortelles, les groupes de résistance utilisent cette tactique qui a fait ses preuves.

Au moins 23 bataillons de soldats auraient été déployés pour tenter d'empêcher les attaques. La norme en Cisjordanie occupée est de treize bataillons visant à donner aux colons un sentiment de sécurité lorsqu'ils se déplacent.

Les contre-mesures comprennent des raids visant à saisir des armes fabriquées dans des ateliers locaux et des incursions armées telles que celle qui a eu lieu à Jénine au début de l'année, ainsi que des moyens visant à empêcher les combattants de la résistance d'accéder aux routes.

Bien que l'armée n'encourage pas les offensives contre les Palestiniens, les officiers supérieurs comprennent qu'elle ne peut pas s'en passer. C'est pourquoi ils font pression pour que l'Autorité palestinienne soit soutenue, car sa collaboration en matière de répression est dans l'intérêt d'Israël et peut contribuer à réduire le nombre des attaques.

Des routes de contournement des villes et villages palestiniens sont également construites pour les milliers de colons qui circulent chaque jour en Cisjordanie occupée. Des blocs de béton sont placés aux principaux carrefours afin de limiter les déplacements des Palestiniens.

Un facteur à prendre en compte est le fait que les Palestiniens sont parfois tentés par des actes de résistance individuels pour faire quelque chose de remarquable par eux-mêmes.

Dans ce cas, les attaquants ne sont pas nécessairement affiliés à une organisation ou à un groupe de résistance. Cela rend les attaques imprévisibles et génère la peur et un sentiment de panique chez les Israéliens, en particulier les colons.

L'escalade des tensions dans les territoires palestiniens occupés fait partie intégrante de la politique officielle de l'État sioniste. L'objectif est de finaliser les plans visant à éliminer complètement la légitime résistance palestinienne, que ce soit par le biais de nouveaux projets de colonisation, de la construction et de l'expansion de colonies illégales, du déplacement forcé de davantage de Palestiniens, en particulier de Jérusalem occupée, ou de l'annexion progressive et illégale de la Cisjordanie occupée.

Bien que les autorités d'occupation israéliennes aient cartographié la propagation des attaques sur la base des rapports des services de renseignement, en mettant l'accent sur Naplouse et Jénine, ces données ne peuvent pas être évaluées à partir du lieu d'où viennent les combattants.

Le degré d'interaction des Palestiniens du peuple avec les attaques est important, ce qui peut être jugé par le nombre de personnes qui sortent pour affronter l'armée d'occupation lors de ses incursions armées.

En conclusion, l'État d'occupation ne cache pas qu'il est essentiellement préoccupé par le fait qu'un plus grand nombre de Palestiniens rejoignent la résistance et mènent des attaques dans d'autres régions de la Palestine occupée.

L'objectif des groupes de résistance, cependant, est d'intensifier la situation autant que possible pour atteindre le niveau des jours de la première et de la deuxième Intifada.

* Adnan Abu Amer dirige le département des sciences politiques et des médias de l'université Umma Open Education à Gaza, où il donne des cours sur l'histoire de la Cause palestinienne, la sécurité nationale et Israël. Il est titulaire d'un doctorat en histoire politique de l'université de Damas et a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Cause palestinienne et du conflit israélo-arabe. Il travaille également comme chercheur et traducteur pour des centres de recherche arabes et occidentaux et écrit régulièrement pour des journaux et magazines arabes.

Middle-East Monitor
4 septembre 2023
Traduction : Chronique de Palestine
7 septembre 2023

L'actualité du rêve de Martin Luther King



Martin Luther King Jr. lors de la Marche sur Washington en 1963.

Par Eric Foner*

Il y a soixante ans, le révérend Martin Luther King Jr. prononçait le discours peut-être le plus célèbre de l'histoire moderne des Etats-Unis. La date était le 28 août 1963; l'occasion, la marche sur Washington pour l'emploi et la liberté; le lieu, le Lincoln Memorial. Nous nous souvenons de ce discours en grande partie pour ses métaphores mémorables – «les tourbillons de la révolte», «la drogue tranquillisante du gradualisme» – et l'urgence du «rêve» de King d'une Amérique future qui aurait dépassé la tyrannie de la race. King est parvenu à un équilibre délicat entre l'espoir et le désespoir, entre la colère face à la condition des Noirs et l'assurance pour les autres Américains qu'ils n'avaient rien à craindre du mouvement pour les droits civiques. Tous les Américains bénéficieraient du démantèlement des lois Jim Crow [1], vieilles de plusieurs décennies.

Il est facile d'oublier à quel point le discours «*I Have a Dream*» de King était américain. Il s'est enveloppé lui-même, ainsi que le mouvement qu'il était venu incarner, dans le manteau des valeurs américaines fondamentales perceptibles dans les documents les plus estimés de l'expérience nationale. En un peu plus de 1500 mots, il a réussi à invoquer la Proclamation d'émancipation, la Constitution, la Déclaration d'indépendance et la chanson patriotique «America», le tout entrecoupé par le langage et la tonalité de la Bible. Lorsqu'il a prononcé pour la première fois les mots «*I have a dream*», il a immédiatement ajouté qu'il était «profondément enraciné dans le rêve américain». Il serait difficile de rendre le mouvement des droits civiques moins menaçant pour les concitoyens blancs. King a réussi à rendre familier, voire presque conservateur, son appel à une restructuration radicale de la vie américaine.

Le discours de King s'inscrivait dans une tradition remontant à la Révolution américaine [période postérieure à 1763 et se prolongeant sur vingt ans], lorsque les critiques noirs de l'ordre racial reprochaient au pays de ne pas être à la hauteur des idéaux qu'il professait, tout en revendiquant ces idéaux comme étant les leurs. Au cours de la lutte pour l'indépendance, les pétitionnaires noirs [2] ont invoqué l'idéologie de la liberté pour revendiquer leur propre liberté. Dans des pamphlets, des sermons et des manifestes, ils insistaient sur le fait que, comme le disait une pétition, «chaque principe sur lequel l'Amérique a été fondée» exigeait l'abolition de l'esclavage. Dans les décennies qui ont précédé la guerre civile [1861-1865], les abolitionnistes noirs et leurs alliés blancs se sont emparés de la déclaration immuable de Thomas Jefferson selon laquelle «tous les hommes sont créés égaux» [Déclaration d'indépendance des Etats-Unis rédigée par Thomas Jefferson et adoptée par le Congrès le 4 juillet 1776 rejetant l'autorité du roi d'Angleterre] pour en faire une arme d'abolition de l'esclavage. Les rassemblements d'Afro-Américains libres s'appelaient eux-mêmes «conventions de citoyens de couleur», revendiquant un statut dont jouissaient les Américains blancs mais que le gouvernement fédéral leur refusait. Si les Américains blancs peuvent prétendre à la citoyenneté par droit de naissance, le même principe doit s'appliquer aux Afro-Américains nés aux Etats-Unis.

L'exemple le plus frappant de condamnation de l'hypocrisie nationale tout en revendiquant les avantages de la liberté est peut-être le discours de Frederick Douglass [3] de 1852 intitulé «The Meaning of the Fourth of July to the Negro» [«La signification du 4 juillet pour le nègre», discours prononcé à Rochester, New York's Corinthian Hall, commémorant la Déclaration d'indépendance]. Douglass fustigeait les Américains qui célébraient le jour de l'indépendance tout en soumettant des millions de leurs compatriotes à l'esclavage. Il ne répudie pas pour autant les Pères fondateurs ou leur œuvre. Loin de là: Douglass revendiquait l'héritage des fondateurs. Ils étaient «des hommes courageux», a-t-il déclaré, «de grands hommes», et la Constitution qu'ils avaient élaborée était «un glorieux document de liberté» qui, correctement interprété, mettrait fin à l'esclavage. En effet, Douglass a laissé entendre que, puisque la Déclaration d'indépendance considérait la liberté comme un droit universel de l'humanité, les Noirs – qu'ils soient libres ou asservis – qui rejetaient l'idée que la liberté pouvait être confinée à une seule race étaient les véritables héritiers de la Révolution américaine.

Le discours «*I Have a Dream*» de Martin Luther King a utilisé certaines des mêmes stratégies rhétoriques. Comme Douglass, King a insisté sur le fait que la nation s'était tragiquement éloignée des principes légués par les Pères fondateurs. King souligne que (comme l'abolitionnisme) le mouvement pour la justice raciale (racial justice) est lui-même interracial. Il a fait remarquer que de nombreux Blancs avaient participé aux manifestations en faveur des droits civiques, parfois en étant emprisonnés ou pire, et qu'ils étaient venus à Washington à cette occasion. Outre les appels à l'adoption du projet de loi sur les droits civiques qui traînait alors au Congrès, les manifestant·e·s réclamaient un programme de dépenses publiques massives – les emplois et la liberté renvoyant au titre de la Marche sur Washington – qui bénéficierait aux Américains de toutes les races: «Leur liberté est inextricablement liée à la nôtre.» La marche elle-même avait été organisée conjointement par des groupes religieux, des organisations de défense des droits civiques et des syndicats progressistes. L'égalité des Noirs ne constitue pas une menace pour les Blancs.

Martin Luther King s'est également efforcé de dissiper les craintes largement répandues que la marche ne débouche sur des actes de violence. Il a exhorté les Noirs à mener leur lutte «sur le niveau supérieur de la dignité et de la discipline» et a explicitement rejeté la «méfiance à l'égard de tous les Blancs». Pourtant, malgré son ton encourageant, King n'a pas renoncé à un langage percutant, voire colérique. Tout comme Douglass avait accusé la nation de «crimes qui déshonoreraient une nation de sauvages» et décrit les horreurs de l'esclavage, King a parlé des «horreurs indescriptibles de la brutalité policière», un langage qui peut surprendre ceux qui découvrent le discours aujourd'hui en ne connaissant que les mots *«I have a dream»* (J'ai un rêve).

Aujourd'hui, nous nous souvenons du langage qui incarnait l'espoir – le rêve de King – mais pas de sa description des dures réalités de la vie des Noirs. A un moment donné, King a semblé abandonner l'idée de rassurer en faveur d'une menace moins voilée: *«Il n'y aura ni repos ni tranquillité en Amérique tant que le Noir n'aura pas obtenu ses droits de citoyen.»*

Etant donné le statut de référence légendaire que le discours « *I Have a Dream*» a atteint, il n'est peut-être pas surprenant que des phrases et des expressions aient été arrachées à leur contexte historique pour répondre à des objectifs politiques actuels. L'invocation par King d'un avenir où ses quatre enfants «ne seraient pas jugés sur la couleur de leur peau, mais sur le contenu de leur personnalité » est devenue un shibboleth parmi les conservateurs, présenté comme une preuve que King était un opposant à ce qu'on a appelé la discrimination positive [actuellement remise en cause, y compris dans des institutions universitaires de prestige]. En fait, dans son dernier livre, Where Do We Go From Here (1967), King écrit: *«Une société qui a fait quelque chose contre le Noir pendant des centaines d'années doit maintenant faire quelque chose de spécial pour lui.»* A l'instar du discours « *I Have a Dream »,* le livre est un plaidoyer en faveur de la justice raciale, et non de l'indifférence à l'égard de la couleur.

En effet, il y a 60 ans, King demandait aux Américains blancs de décider s'ils souhaitaient s'aligner sur la résistance, souvent violente, au changement social ou agir en accord avec les principes constitutionnels. A bien des égards, nous sommes aujourd'hui confrontés au même choix.

***Eric Foner** est professeur émérite d'histoire à l'Université de Columbia et a écrit de nombreux ouvrages entre autres sur la reconstruction après la guerre de Sécession. Il est l'auteur, notamment, de The Second Founding: How the Civil War and Reconstruction Remade the Constitution et de Give Me Liberty!: An American History.



28 août 1963, le plus grand rassemblement de l'époque pour les droits civiques. Ils sont près de 250 000 à se réunir autour de l'obélisque blanc élevé à la mémoire de George Washington, à la recherche des droits promis un siècle plus tôt.

Notes

[1] Les lois Jim Crow sont des lois issues des Black Codes imposant la ségrégation raciale. Elles ont dominé dans les Etats du Sud de 1877 à 1964. (Réd. A l'Encontre)

[2] Des pétitions ont été lancées durant les années 1770 par des esclaves (parfois affranchis) dans divers Etats – par exemple au Connecticut, Massachusetts, Caroline du Sud –, demandant la liberté et l'abolition de l'esclavage et prenant appui sur l'idée de liberté promue durant la période de la Révolution. (Réd. A l'Encontre)

[3] Frederick Douglass (1817/18-1895), Mémoires d'un esclave (titre originel: Narrative of the Life of Frederick Douglass, an American Slave, written by himself, Boston, published by the Anti-Slavery Office, 1845), Ed. Lux, Québec, 2007. (Réd. A l'Encontre)

The Nation 28 août 2023
Traduction rédaction A l'Encontre
29 août 2023

Piraterie maritime : Les USA reconnaissent officiellement le vol d'un million de barils de pétrole brut iranien



Le pétrolier Suez Rajan

Des documents judiciaires récemment dévoilés ont confirmé publiquement que le gouvernement américain avait volé près d'un million de barils de pétrole brut iranien sur le pétrolier géré par la Grèce, le M/T Suez Rajan.

Le département d'État a déclaré vendredi 8 septembre que le gouvernement américain avait saisi le navire et sa cargaison de 980 000 barils de pétrole brut, alléguant qu'il transportait du pétrole iranien vers la Chine en violation des sanctions de Washington contre Téhéran.

Il a en outre affirmé que le gouvernement américain avait obtenu un mandat plus tôt cette année pour sa saisie.

Le 19 avril, au moment de la saisie, le propriétaire du navire, Suez Rajan Ltd, a plaidé coupable de violation des sanctions et a été condamné à une amende de 2,5 millions de dollars.

Par la suite, l'exploitant du navire grec, Empire Navigation, a accepté de coopérer avec les autorités américaines et a ordonné au navire, alors situé en Asie du Sud-Est, d'acheminer son chargement de pétrole vers les États-Unis.

Le commandant de la marine du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI), le contre-amiral Alireza Tangsiri, a averti le 20 juillet que toute compagnie pétrolière déchargeant des centaines de milliers de barils de pétrole iranien saisis se trouvant dans le pétrolier grec au large des côtes du Texas serait tenue pour responsable.

Les propos tenus par le contre-amiral Alireza Tangsiri interviennent à l'occasion de l'anniversaire de la confiscation par l'Iran d'un pétrolier battant pavillon britannique dans le détroit d'Hormuz en 2019, après que la Grande-Bretagne eut saisi un pétrolier iranien au large de Gibraltar.

Quelques jours après la saisie du M/T Suez Rajan, la marine iranienne a saisi dans la mer d'Oman un pétrolier battant pavillon des Îles Marshall, qui transportait du pétrole koweïtien pour le compte de la deuxième plus grande société énergétique des États-Unis.

Le pétrolier, baptisé Advantage Sweet, avait été impliqué dans un accident maritime avec un bateau de pêche iranien, qui avait entraîné des blessures et la disparition d'un certain nombre de membres de son équipage.

Après la collision, le pétrolier a tenté de fuir les lieux, en violation des lois et réglementations internationales, qui exigent la fourniture de soins médicaux et de médicaments appropriés et suffisants aux marins en cas de maladie ou de blessure.

Après avoir été stationné au large des côtes du Texas pendant des mois, le Suez Rajan a commencé le 21 août le transfert de son pétrole de navire à navire pendant des heures vers un autre pétrolier, le MR Euphrate.

Les documents judiciaires récemment publiés confirment que le gouvernement américain a ensuite saisi le pétrole.

S'adressant aux journalistes lors d'une conférence de presse le 21 août, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, a souligné que la République islamique n'observerait pas le silence sur toute violation des droits de la nation iranienne et qu'elle réagirait de manière appropriée et « couperait la main des contrevenants ».

Il a rappelé aux parties qui envisagent de confisquer le pétrole iranien de revoir l'historique des actions de l'Iran dans des cas similaires. *« Les mesures qui consistent à attaquer des pétroliers transportant du pétrole iranien sont un exemple flagrant de piraterie »*, a dénoncé Kanaani.

Les États-Unis et leurs alliés ont saisi des cargaisons de pétrole iranien depuis que l'ex-président américain Donald Trump s'est retiré unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien en mai 2018.

PresseTV
9 Septembre 2023

Les États-Unis envisagent de déplacer leur base de drones du Niger après le coup d'État



La base américaine d'Agadez au Niger. DR

Par Dave DeCamp

Les États-Unis n'ont pas encore déclaré que la situation au Niger était un coup d'État, ce qui nécessiterait de couper toute assistance militaire.

Le commandant des forces aériennes américaines en Europe et en Afrique a déclaré mercredi aux journalistes que les États-Unis envisageaient de déplacer leur base de drones au Niger à la suite du coup d'État du 26 juillet qui a chassé le président Mohamed Bazoum.

« Il y a plusieurs endroits que nous étudions, mais rien n'est encore décidé. Nous en

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame Estavela LAROCHELLE d'avec son époux Pierre Saison BERLUS, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux: prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de
Port-au-Prince, Section Sud de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'Huissier Canal GABRIEL. de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire du dix-huit janvier deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE. Substitut
Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné ...ETC.....
En foi de quoi ...ETC.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, Le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'Audience précitée; Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur JERRY SYLVESTRE B. JEAN-LOUIS, d'avec son épouse née BERLINE JEAN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Jean Joseph Donald Cadet de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt neuf Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Philippe SYLVAINCE, à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de Rose Aggard VERDIEU d'avec Philippe SYLVAINCE pour incompatibilité de caractères. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Liancourt, de transcrire sur les registres, à ce, destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Gabnel FRANCOIS, Avocat, juge en audience civile, ordinaire et publique en date du cinq Octobre deux mille vingt-et-un, en présence de Me. Remy CAJUSTE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Pascal Toussaint
Il est ordonné.....etc....
En foi de quoi.....etc......

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après avoir délibéré conformément à la loi, accueille l'action du sieur Gilbert HYPPOLITE pour être régulière. Maintient en la forme le défaut requis et octroyé à l'audience du vendredi vingt-huit juillet deux mille vingt-trois (28-07-2023) contre le sieur Jean Gardy MENTOR faute de comparaître. Valide le congé de location donné au défendeur-locataire, le sieur Jean Gardy MENTOR par le demandeur-bailleur, le sieur Gilbert HYPPOLITE, en accordant un délai de 3 ans au sieur Jean Gardy MENTOR pour faire place nette de la maison qu'il occupe au numéro 384, route de Delmas. Dit que ce dernier, pour bénéficier le délai susdit, a pour obligation de payer régulièrement ses redevances locatives; sinon, il sera déguerpi et les frais et dépens seront à sa charge. Ce, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 17 mai 1948 prescrivant les délais de 3 à 5 ans ou de 2 à 4 ans selon le cas. Commet l'huissier Ricardo Prophète, pour la signification de la présente sentence.
Donné de nous, Mag. Garry Coupette, Juge à l'audience extraordinaire du vendredi premier Septembre deux mille vingt-trois (01 -09-2023), assisté de Me Marie O Pégguy Joseph, Greffière
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....
Marie. O Pégguy Joseph, Greffière

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi et au nom de la République à charge d'appel, se déclare compétent pour statuer sur une affaire en réintégrande pour occupation illégale et avec violence; accueille l'action des héritiers de feu Horatius Merisca, Savoir: Yvette Merisca, Serge Chery pour être régulière en la forme; au fond, maintient le défaut octroyé à l'audience du Mercredi 05 Juillet 2023,vu qu'il n'a pas été rabattu au regard de la loi; ordonne en conséquence, l'expulsion du sieur Zicky Smith et consorts de la propriété des requérants, sise à Delmas 40 B, habitation MUSSEAU, dépendante de la section rurale Saint Martin, commune
de Delmas; réintègre les requérants dans leur possession avec le rétablissement de la statu quo ante; Accorde l'exécution provisoire sans caution du jugement sur le chef d'expulsion des lieux; ordonne la contrainte par corps du sieur Zicky Smith et consorts à six mois d'emprisonnement, ce, conformément à l'article 1826 du code civil haïtien, reconnait la faute du cité et les préjudices causés par cette faute aux requérants; le condamne aux frais et dépens de l'instance. Commet l'huissier Max Andy Courtois pour la signification de ladite sentence.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Bello DONISSAINT, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi 05 juillet deux mille vingt-trois avec l'assistance du citoyen Ronald Ardain Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi et au nom de la République à charge d'appel se déclare compétent pour statuer sur une affaire en réintégrande pour occupation illégale et avec violence; accueille l'action du sieur Morestant Emmanuel pour être régulière en la forme; au fond, maintient le défaut octroyé à l'audience du mercredi (15) Février 2023,vu qu'il n'a pas été rabattu au regard de la loi; ordonne, en conséquence, l'expulsion des dames Marie Thérèse Charles, Immacula Vixama et consorts de la propriété du sieur Morestant Emmanuel, sise à Delmas 75, Catalpa 7 #4, dépendante de la section rurale Saint Martin, commune de Delmas, Habitation Fragneau Ville; réintègre le requérant dans sa possession; Accorde l'exécution provisoire sans caution du jugement sur le chef d'expulsion des lieux; ordonne la contrainte par corps des dames Marie-Thérèse Charles,Immacula Vixama et consorts à six mois d'emprisonnement, chacun séparément, ce, conformément à l'article 1826 du code civil haïtien; Reconnait la faute des cités et les préjudices causés par cette faute au requérant; donne acte au requérant d'intenter une action par-devant qui de droit pour les dommages intérêts, frais et dépens de l'instance. Commet l'Huissier Bertrand Mascary pour la signification de ladite sentence.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Bello DONASSAINT, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi 15 Février deux mille vingt-trois avec l'assistance du citoyen Ronald Ardain Greffier du siège.
Il est ordonné ...ETC...
En foi de quoi ....ETC.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce de la dame Junie DARBOUZE d'avec son époux Junior RAYMOND, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux: prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux: Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet : Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire du six octobre deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné ...ETC....
En foi de quoi ....ETC.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur PAUL JUNIOR PAYEN, d'avec son épouse née MARIE
CHANTALE LOUIS-PAUL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'Officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Est, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS Juge en Audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt sept Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me ALBERT DORELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son épouse Falina CHADAVOINE à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée la dite action: Admet en conséquence, le divorce de Wilson NORZELIN avec Falina CHADAVOINE pour incompatibilité de caractères ; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'état Civil de
Desarmes, commune de Desarmes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Gabnel FRANCOIS Av. Juge en audience Civile, ordinaire et publique en date du onze Août deux mille vingt, en présence de Me Grand Pierre ESTIME Av., Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Pascal TOUSSAINT Av. Greffier du siège.
Il est ordonné ..ETC...
En foi de quoi ..ETC...
Anthony ESTIME
Officier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite l'action: Admet le divorce du sieur DANIEL PIERRE d'avec son épouse MARYSE CHARLES, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Taïfer, commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, compense les dépens vu la qualité des parties commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens
Donné de nous, ANNIE FIGNOLE, Juge en audience civile et publique en date du jeudi dix-neuf mai deux mille vingt-deux, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVEL Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY
Il est ordonné ... ETC...
En foi de quoi ...ETC...
Me. Eliner DESLOUCHES, Av.

La montée du Sud accélère le déclin de l'exceptionnalisme américain

Par Danny Haiphong*

L'exceptionnalisme américain postule que les États-Unis sont le "meilleur" pays du monde et présente la domination américaine comme une caractéristique permanente de la politique mondiale. Les alliés présumés comme les adversaires sont censés suivre les diktats économiques, politiques et militaires des décideurs américains, quelles que soient les conséquences pour leur propre développement.

Le 15ème sommet des BRICS, qui s'est tenu à la fin du mois d'août, a eu lieu après des mois d'intérêt mondial accru pour l'expansion du mécanisme. À la fin du sommet, les BRICS comptaient six nouveaux membres : L'Argentine, l'Éthiopie, l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) et l'Iran. Cet élargissement a mis à mal les rapports des grands médias occidentaux faisant état de divisions au sein des BRICS.

Les six nouveaux membres des BRICS sont un signe fort d'un ordre mondial multipolaire où aucune nation ne "mène la danse". Bien que les BRICS ne ciblent pas les pays tiers, leur expansion est, en partie, une réponse aux dangers que l'hégémonie américaine a fait peser sur le monde. L'Iran, par exemple, a subi pendant des décennies des sanctions unilatérales paralysantes de la part des États-Unis, qui ont provoqué une instabilité économique et des difficultés sociales à l'échelle nationale et mondiale. Le fait que l'Iran ait été admis dans la première expansion multi-pays des BRICS témoigne de l'opposition du mécanisme aux sanctions unilatérales et de son engagement en faveur du développement pacifique.

L'admission de l'Argentine au sein des BRICS ne peut être dissociée de la politique étrangère des États-Unis, qui considèrent l'Amérique latine comme leur "arrière-cour". Les réformes néolibérales mises en œuvre par les États-Unis dans le cadre du "consensus de Washington" ont largement contribué à l'appauvrissement de l'économie argentine. De puissants fonds spéculatifs de Wall Street, appelés "fonds vautours", ont exploité le fardeau de la dette argentine en siphonnant les richesses du pays avec le soutien du système judiciaire américain. L'adhésion de l'Argentine aux BRICS est une étape importante vers la souveraineté économique.



Les BRICS ne sont qu'un exemple parmi d'autres de la force croissante du monde multipolaire.

L'adhésion de l'Éthiopie, de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis aux BRICS représente un changement significatif dans le calcul géopolitique sur le continent africain et en Asie occidentale. Après la chute de l'Union soviétique, les États-Unis ont déclaré "la fin de l'histoire" et se sont empressés d'assurer leurs intérêts hégémoniques dans ces régions du monde riches en ressources. Cela s'est traduit par des invasions dévastatrices de pays souverains et des tentatives persistantes de développer des relations profondes et inégales avec des gouvernements "amis". La relation géopolitique avec l'Arabie saoudite a été l'une des plus importantes pour les États-Unis. Les États-Unis ont dominé le marché mondial de l'énergie en achetant les vastes réserves de pétrole de l'Arabie saoudite en dollars américains, la principale monnaie de réserve dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'Égypte, l'Éthiopie et les Émirats arabes unis ont joué un rôle important dans les intérêts plus larges des États-Unis, à savoir le maintien de leur domination sur l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale. L'ingérence des États-Unis dans les affaires de ces pays et de la région au sens large a joué un rôle dans leur intérêt à rejoindre les BRICS. Dans le cas de l'Éthiopie, l'administration Biden a menacé de sanctions le conflit interne du pays dans la région du Tigré. Les États d'Afrique et d'Asie occidentale ont tous reçu des avertissements sévères de la part des États-Unis, selon lesquels la poursuite des échanges commerciaux avec la Russie pendant le conflit en Ukraine pourrait entraîner des sanctions et d'autres formes de punition.

En réalité, les BRICS ne sont pas simplement un rejet de la politique américaine. Les pays du Sud partagent des intérêts communs et, dans de nombreux cas, des économies complémentaires. Les BRICS offrent non seulement des alternatives gagnant-gagnant au système financier dirigé par les États-Unis, mais suivent également une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Il est donc dans l'intérêt des pays du Sud de diversifier leurs relations, quel que soit le statut des relations que chaque pays entretient avec les États-Unis. En fait, ils en ont le droit en vertu du droit international.

Les BRICS ne sont qu'un exemple parmi d'autres de la force croissante du monde multipolaire. Les mécanismes multilatéraux dans toutes les sphères du développement se développent pareillement de l'Organisation de coopération de Shanghai aux projets menés par la Chine tels que l'initiative "la Ceinture et la Route". L'expansion historique des BRICS injecte donc encore plus d'espoir et d'inspiration dans un ordre mondial qui a connu tant de dévastations dues à l'unipolarité dirigée par les États-Unis et à son fondement idéologique d'exceptionnalisme américain.

*Danny Haiphong est un écrivain, journaliste, militant et analyste politique basé aux États-Unis. Il est également co-auteur du livre "American Exceptionalism and American Innocence: A People's History of Fake News - From the Revolutionary War to the War on Terror" (2019).

Global Times 7 Septembre 2023
Traduction Bernard Tornare
16 Septembre 2023

---

avons parlé à certains pays« , a déclaré le général James Hecker, selon Defense One.

La principale base de drones des États-Unis au Niger, connue sous le nom de base aérienne 201, a coûté 110 millions de dollars à construire et 20 à 30 millions de dollars par an à entretenir. Selon Nick Turse, de The Intercept, qui se concentre sur les opérations militaires américaines en Afrique, la base aérienne 201 est « le pivot de l'archipel de bases militaires américaines en Afrique du Nord et de l'Ouest et un élément clé des vastes efforts américains en matière de renseignement, de surveillance et de sécurité dans la région ».

Hecker a déclaré que l'armée de l'air attendait de voir comment la diplomatie avec le gouvernement post-coup d'État se déroulerait. Il a ajouté que « la solution diplomatique se déroule plutôt bien pour l'instant ».

Certains signes indiquent que les États-Unis seraient prêts à coopérer avec le gouvernement post-coup d'État, dirigé par le général Abdourahamane Tchiani. L'administration Biden n'a pas encore officiellement qualifié la situation au Niger de coup d'État, ce qui obligerait les États-Unis à interrompre toute assistance militaire.

CNN a rapporté le mois dernier que les États-Unis envisageaient d'accorder une dérogation en cas de déclaration de coup d'État afin de poursuivre les opérations militaires américaines dans le pays, où environ 1 100 soldats américains sont stationnés.

Les vols militaires américains ont d'abord été cloués au sol après le coup d'État, mais M. Hecker a déclaré que la plupart des opérations avaient repris à ce stade. Le Pentagone a insisté jeudi sur le fait que les États-Unis n'avaient repris que les vols de surveillance, et non les opérations de lutte contre le terrorisme.

Antiwar.com
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 16 septembre 2023

La méthode Macron à l'épreuve du Niger



Dessin de Chappatte

Par Leslie Varenne

Le monde entier assiste médusé à la confrontation entre Paris et Niamey, il suffit de regarder les télévisions étrangères pour s'en convaincre. Emmanuel Macron gère toutes les crises intérieures comme extérieures selon le même mode opératoire : tenir face à l'adversité quoiqu'il en coûte et parier que ça passera. Au Mali, lors de son bras de fer avec le chef de l'Etat, Assimi Goïta, il a usé des mêmes procédés qui ont fini par conduire au départ de l'armée française. Au Niger la boîte à outils est similaire et le résultat sera identique. Cette méthode conjuguée à l'absence totale de diplomatie affaiblit durablement la France sur la scène internationale, notamment au sein de l'Union européenne.

J'y suis, j'y reste ?

La situation est sans précédent dans l'histoire de France. Son ambassadeur, Sylvain Itté, est cloîtré à la Chancellerie depuis le 26 août dernier, date à laquelle il a été déclaré persona non grata pour ne pas s'être rendu à une réunion organisée par les militaires. Devant le refus du Quai d'Orsay de le rappeler ses conditions se sont encore dégradées, ni lui ni sa famille ne bénéficient plus d'immunité diplomatique, un tribunal ayant ordonné son expulsion. Ses 1500 soldats basés à Niamey sont enfermés dans leur base depuis le coup d'Etat du 26 juillet, idem pour les forces spéciales se trouvant à Ouallam dans l'ouest du pays. La junte a dénoncé les accords de défense avec Paris le 3 août, les militaires français avaient un mois pour quitter le territoire. L'ultimatum a expiré, les soldats sont toujours là et les manifestants devant leurs camps aussi.

Combien de temps cela va-t-il durer, comment cela finira-t-il ?

Le Premier ministre nigérien, Lamine Zeine, a mis fin au suspense en laissant entrevoir un espoir de sortie de crise. Le lundi 4 septembre il a déclaré que des échanges étaient « en cours » pour que les forces françaises basées dans le pays se retirent « rapidement ».

Le lendemain l'AFP confirmait cette annonce. Si des négociations étaient en cours, pourquoi avoir maintenu la pression tout le week-end et faire perdurer les manifestations devant la base militaire française ? Ces images désastreuses ont tourné en boucle sur les écrans du monde entier. Dans la presse Catherine Colonna et Sébastien Lecornu ont pourtant défendu pied à pied la position d'Emmanuel Macron tenue lors de la conférence des ambassadeurs le 28 août dernier : « Notre politique est simple : on ne reconnaît pas les putschistes, on soutient un président qui n'a pas démissionné, aux côtés duquel nous restons engagés, et nous soutenons l'action diplomatique de la CEDEAO et militaire quand elle le décidera. »

L'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Mohamed Bazoum a fait aussi partie de cette offensive médiatique en montant au créneau sur LCI et France 24. Hassimi Massaoudou a ainsi déclaré « Nous voyons venir l'intervention, l'usage de la force est inévitable. » Pourquoi tenir de tels propos alors que le projet avait déjà pris l'eau de toutes parts ? Pour de multiples raisons juridiques, opérationnelles, capacitaires, la CEDEAO était incapable de mener cette bataille. En outre, après avoir été le fer de lance des va-t-en guerre, le Président nigérian a enfoncé ses deux pieds sur le frein. Contesté à l'intérieur de son pays pour ses prises de positions guerrières, Bola Tinubu en danger après sa récente élection, a fini par proposer aux militaires nigériens une transition de neuf mois ! Sans la participation d'Abuja dotée de la plus importante armée de la région, cette intervention n'était plus envisageable. Quant à replacer Mohamed Bazoum dans ses fonctions en usant de la force, comme le préconise Hassoumi Massaoudou dans son entretien, que dire ? Comment imaginer un Président déchu remonter sur le trône sans soutien populaire et avec toutes les forces de défense et de sécurité unies contre lui ? Cela reviendrait à gouverner un pays sans peuple et sans armée. Pour reprendre l'expression d'Emmanuel Macron devant les ambassadeurs « On vit chez les fous ».

Vous avez dit solidarité européenne ?

Sans intervention de la CEDEAO, la France ne pouvant plus apporter son appui n'avait plus qu'à plier bagages. Elle aura tenu jusqu'à l'extrême limite une posture intenable. Les pays de l'Union européenne l'ont regardé s'enferrer dans cette crise entre délectation, stupéfaction et agacements. Réunis à Tolède le 31 août, les ministres des Affaires étrangères de l'UE n'ont pas caché leur mécontentement. L'Italien Antonio Tajani s'est fait le porte-voix de nombre de ses homologues en déclarant qu'une solution militaire serait un « désastre » susceptible de déclencher une nouvelle crise migratoire. A tel point que fait rarissime, la dépêche Reuters qui rendait compte de cette rencontre a souligné que la France, « a fait profil bas lors de la réunion. » Hassoumi Massaoudou, qui était leur invité, a déclaré sans ciller sur LCI que « l'UE est en train d'agir comme un seul homme en soutien à la France et à la démocratie nigérienne ». Unis oui, mais contre Paris ! En outre, s'ils ont, certes, accepté les sanctions, ils ont diplomatiquement repoussé aux calendes grecques la demande de la CEDEAO d'apporter un soutien financier à l'intervention militaire.

Pour rappel, aucun des alliés de la France ne s'est exprimé sur le départ des troupes françaises demandé par les militaires au pouvoir à Niamey. Pas un n'a repris l'argument de Paris sur l'illégitimité de la décision. Seul Josep Borrel a exprimé sa solidarité concernant l'expulsion de l'ambassadeur de France.

Selon un parlementaire européen : « Ils sont tous ravis de voir la France rentrer dans le rang, de la voir se normaliser, de devenir un pays européen comme un autre, un pays qui abandonne sa présence mondiale. » Dans les couloirs du parlement il y a une sorte de jubilation chez certains : « En Afrique, la France a tout perdu, sauf son arrogance ! » Comme la réunion de Tolède en a déjà montré un aperçu, l'effondrement de l'influence française provoquera inévitablement un bouleversement des rapports de force au sein de l'UE.

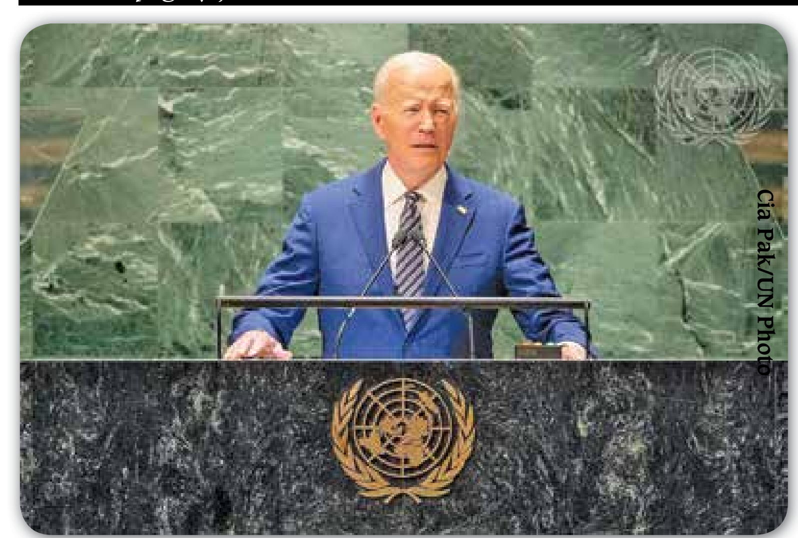
Dans ces conditions, il ne serait pas surprenant de voir les Allemands ranimer le débat sur le partage de sa place au Conseil de Sécurité. Berlin agite depuis longtemps l'idée que le siège de membre permanent de la France revienne à l'ensemble de l'UE. Une proposition à laquelle France a toujours opposé une fin de non-recevoir catégorique… Mais si elle perd sa relation spéciale avec une partie de l'Afrique, si elle perd ses votes aux Nations Unies, c'est une raison de moins pour maintenir sa particularité au Conseil de Sécurité, une raison de plus, diront certains, pour transformer son siège en une place pour l'UE.

Les Russes ou les Américains ?

Pour justifier cet affaiblissement sur la scène internationale, c'est le même refrain entonné à longueur de discours et d'antennes : c'est Wagner, ce sont les Russes. C'est de la manipulation, c'est la puissance de feu des réseaux de communication de Moscou qui souhaite bouter la France hors d'Afrique. En miroir, d'autres pensent que les Américains manigancent en coulisses pour reprendre la place. Dans les deux cas, cette attitude consiste à s'exonérer des erreurs commises et à dénier aux Africains la capacité de prendre leur destin en main. Ce putsch est nigéro-nigérien. A ce propos, le site Grayzone rapporte, en citant un responsable sud-africain, une anecdote édifiante. Trois jours avant de se rendre à Niamey pour négocier avec la junte, Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe par intérim a débarqué à Pretoria totalement désemparée. Elle a demandé

suite à la page(19)

Suite de la page (9)



U.S. President Joe Biden addressing 78th General Assembly of the United Nations on Sep. 19, 2023.

O'Neill's statement and asserted that negotiations could only resume when Haiti stopped "the unilateral and illegal construction of its canal" on the Massacre River.

The Sep. 18 march was also to express solidarity with the people of Ouanaminthe, the border town closest to the nearly finished canal.

"Our objective is to overturn the stinking Ariel Henry government, which does not respond, while the Dominicans humiliate us and kill our brothers on the border," Cherizier said. "We say to our brothers and sisters in Ouanaminthe, we love and support you. We can't find a way to get to you, but if we could find some passage, we would come with all our material to reinforce Ouanaminthe. They say you are a movement or gangs and bandits. All the ghettoes are out today to say to Ouanaminthe, we are all one."

The patriotic fever of unity has so gripped Haiti that even criminal gang leaders Izo and Vitel'Homme Innocent issued voice messages on Whatsapp saluting the valor and persistence of Ouanaminthe's people in building the canal and vowed to drop all tolls, extortion, and kidnapping that used to plague travelers leaving Port-au-Prince along the roads to the north or south.

"We are now going to stand with the people, the problems of Haitians are for all Haitians" said Vitel'Homme's message on Sep. 16. He told the Haitian people that they could pass through Martissant going to the south or Source Matelas going north "with complete peace of mind."

"We know a little disorder used to happen," he admitted, "but the people who used to do that disorder, we have solved their problem, which traces back to the government."

Despite such statements and the "peace," the Haitian people's crime problem is not over. "Armed individuals believed to be members of the 'Kraze Baryè' gang led by Vitel'homme Innocent attacked the Vivy Mitchel neighborhood in the Pétion-Ville commune last weekend," reported Haitilibre on Sep. 19. "According to testimonies from local residents, several houses in the area were looted, and several residents had to flee to save their lives."

Cherizier, however, remains convinced that the Haitian people can overcome these difficulties. "We are a great people. Our national motto is 'Union makes strength.' Our objective is to once and for all overthrow the system that exists in Haiti and achieve the dream of [Haitian founding father Jean-Jacques] Dessalines, which is for the nation's wealth be shared by all its citizens, for everyone to have the same rights, regardless of your skin color... We want to end the system of discrimination and exclusion."

République tchèque : des milliers de Tchèques manifestent pour exiger la démission du gouvernement pro-occidental



Manifestation populaire à Prague, capitale de la République tchèque, contre la gestion du gouvernement de Petr Fiala

Des milliers de personnes ont manifesté à Prague, capitale de la République tchèque, contre la gestion du gouvernement de Petr Fiala et son soutien inconditionnel à l'Ukraine.

Quelque 10 000 manifestants tchèques sont descendus samedi dans les rues de Prague pour protester contre la gestion du gouvernement et le soutien illimité, tant financier que militaire, à l'Ukraine dans son conflit avec la Russie.

Les personnes rassemblées ont exhorté le gouvernement du Premier ministre Petr Fiala à démissionner, ce qu'ils ont qualifié de catastrophe, de corruption et de trahison à l'égard de ses propres citoyens.

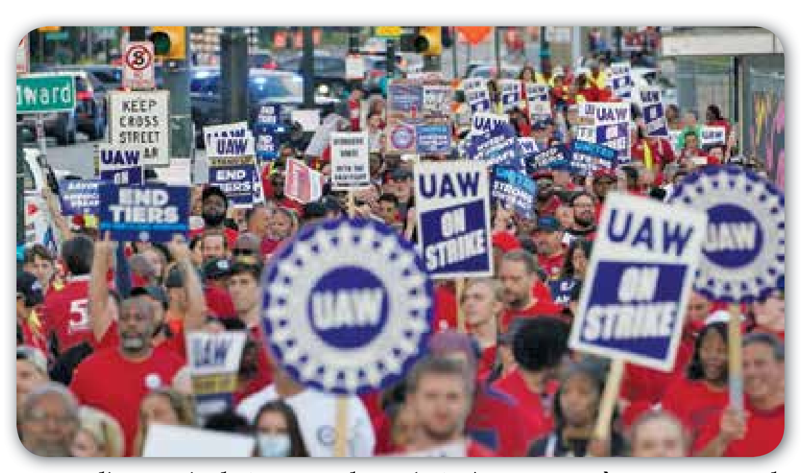
Ils ont dénoncé le fait que leur pays n'est plus souverain, parce qu'il continue d'écouter les diktats de Bruxelles. Ils ont également exigé la paix plutôt que la guerre, se demandant pourquoi ils avaient envoyé leurs enfants au front se battre pour une Ukraine qu'ils qualifiaient de fasciste.

En fait, ils ont accusé l'exécutif de s'inquiéter davantage de l'invasion russe de l'Ukraine que de la situation à laquelle sont confrontés les Tchèques.

La République tchèque, membre de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), soutient fermement Kiev dans sa confrontation avec l'armée russe.

HispanTV 17 septembre 2023

États-Unis : Grève du syndicat UAW contre General Motor, Ford et Stellantis



Le syndicat United Auto Workers (UAW) est en grève contre Ford, Stellantis et General Motors. Le vendredi 15 septembre 2023, les membres de l'UAW défilent dans le centre-ville de Détroit

Le syndicat United Auto Workers (UAW) a lancé le vendredi 15 septembre une campagne de grève simultanée contre les trois grandes usines d'assemblage de Detroit : General Motors (GM), Ford et Stellantis qui emploient au total environ 13 500 personnes.

C'est Jeudi dernier à 23 heures, heure locale, que le président du syndicat Shawn Fein avait annoncé que : les travailleurs des usines d'assemblage de GM à Wentzville, dans le Missouri ; ceux de l'usine de Toledo, dans l'Ohio, de Stellantis ; et ceux de l'usine Ford du Michigan seraient les premiers à se mettre en grève.

Le syndicat et les trois entreprises négocient depuis juillet la signature d'une nouvelle convention collective pour les quatre prochaines années. Cependant, les travailleurs dénoncent le fait que les entreprises ne négocient pas de bonne foi. Voilà pourquoi, « pour la première fois dans l'histoire, nous déclarerons la grève en même temps dans les trois (entreprises). « Nous utilisons une nouvelle stratégie, la grève sélective », a déclaré le président du syndicat.

Les membres des usines d'assemblage qui seront appelés à faire la greve sont ceux de GM à Wentzville, Missouri ; ceux de l'usine de Toledo, dans l'Ohio, de Stellantis ; et ceux de l'usine Ford du Michigan. *« Ceux qui n'ont pas été appelés à la grève continueront de travailler avec la convention collective expirée. Cette stratégie va interroger les entreprises. Cela donnera à nos négociateurs un maximum de capacité et de flexibilité pour négocier »*, a déclaré le président de l'UAW, Shawn Fein.

Entre autres revendications de l'UAW figurent celles d'une augmentation des salaires de 46% en quatre ans, la réintroduction des retraites traditionnelles, la réduction du temps de travail et la syndicalisation des travailleurs des usines de production de batteries.

Panama : appel à manifester pour exiger la réduction du tarif d'électricité





Les manifestants exigent la réduction du tarif de l'électricité et qu'un bon service soit fourni aux citoyens panaméens.

Suntracs du Panama exige le plein respect des accords conclus lors de la première phase de la table de dialogue unique entre les syndicats et le gouvernement.

Le Syndicat unique des travailleurs de la construction et assimilés (Suntracs) du Panama a appelé ce jeudi à manifester devant le siège de l'Autorité des services publics (ASEP), à exiger la réduction du tarif de l'électricité et à exiger que fournir un bon service aux citoyens de ce pays d'Amérique centrale.

Selon ce que le secrétaire général de l'entité a déclaré à la radio panaméenne, le gouvernement n'a pas respecté tous les accords conclus lors de la première phase de la table de dialogue unique, et les services continuent d'être catastrophiques pour la grande majorité des Panaméens.

"D'autre part, les hommes d'affaires, les syndicats, la mafia qu'ils protègent des médicaments, de la nourriture, du carburant et de l'électricité, ont déclaré qu'ils n'allaient pas se conformer aux dispositions légales édictées par le gouvernement et le gouvernement détourne le regard », a déclaré le dirigeant syndical.

En ce sens, il a signalé qu'avec Suntracs, les organisations qui composent l'Alliance United People for Life, telles que l'Alliance nationale des peuples organisés (Anadepo) et des peuples originaires, ont exprimé leur mécontentement face à la violation des accords.

"Ce que nous avons eu comme réponse, c'est pratiquement une déclaration de guerre de ce secteur d'hommes d'affaires contre le peuple panaméen : augmentation des prix et création de pénuries comme c'est le cas avec le riz de première qualité", a expliqué le syndicaliste.

Concernant l'exécution d'une deuxième partie du dialogue, Méndez a souligné que les guildes et les syndicats ne se sont pas opposés, au contraire, ils ont accepté les conditions imposées par l'église en tant que médiateur.

"Nous n'avons aucun problème à ce qu'ils passent à la deuxième phase et veuillent discuter de ce dont ils veulent discuter, car nous avons la capacité de continuer à démasquer tous les canulars faits contre le peuple", a-t-il assuré.

Le syndicaliste panaméen a également annoncé qu'une réunion des dirigeants populaires convenue pour le 24 septembre prochain est prévue, où le respect de ce qui a été convenu dans la première étape du dialogue avec l'exécutif sera à nouveau exigé.

**TéléSUR
15 septembre 2023**

New-York : Le président Díaz Canel rend hommage à Malcolm X

Dans l'enceinte du Centre Mémorial et Éducatif, des hôtes spéciaux ont accueilli Díaz-Canel et la délégation officielle arrivée à New York pour participer aux débats de l'Assemblée générale des Nations Unies. « *Vous serez toujours le bienvenu chez vous* », a-t-on entendu dans la salle. Par la suite, le médecin et fille de Malcolm X, Ilyasah Shabazz, a déclaré au président cubain que le Mémorial avait l'honneur et le privilège de recevoir des amis arrivés de Cuba.

La fille du combattant se souvient du moment où Fidel Castro a été reçu à Harlem et du moment où il a parlé avec Malcolm. Le Dr Ilyasah Shabazz a déclaré au président cubain : « *Votre visite rend hommage à l'alliance forgée entre Cuba et Malcolm X. Fidel et mon père ont osé se battre pour un monde meilleur* », a-t-elle déclaré.

L'écrivaine afro-américaine Rosemarie Mealy a parlé du Mémorial comme d'un espace sacré. « *Nous avons réaffirmé les liens qui unissent nos nations* », a-t-il souligné.

Comme le souligne Rosemarie Mealy, « *ils nous ont laissé la certitude que le destin de l'humanité ne doit pas être lié à un état d'oppression perpétuel* ».

Díaz-Canel a estimé que Malcolm X, dans sa vie quotidienne, a rompu tous les motifs d'influence du récit raciste et ségrégationniste, en se transformant en un nouvel observateur de la réalité sociale de son époque et en un activiste radical de son époque.



Le président cubain, Miguel Díaz-Canel, a rendu ce lundi un vibrant hommage à Malcolm X

Le président cubain a fait référence à la façon dont le combattant américain a mentionné la Révolution cubaine comme une référence importante et véritable dans la lutte pour la justice du peuple, dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance. « *C'est dans ce lieu où ceux qui craignaient cette vision si claire et si engagée envers le destin du peuple ont écourté violemment la vie que la délégation cubaine qui se trouve à New York pour assister à l'Assemblée générale de l'ONU a voulu venir rendre hommage* » a souligné le président.

Télésur 19 septembre de 2023



Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

My Caring Plan's local advisors have helped thousands of families with unique needs find senior living. Can you afford 2k a month in rent? We can help for free! 866-989-1812

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

Secure your home with Vivint Smart Home technology. Call 866-601-1219 to learn how you can get a professionally installed security system with $0 activation.

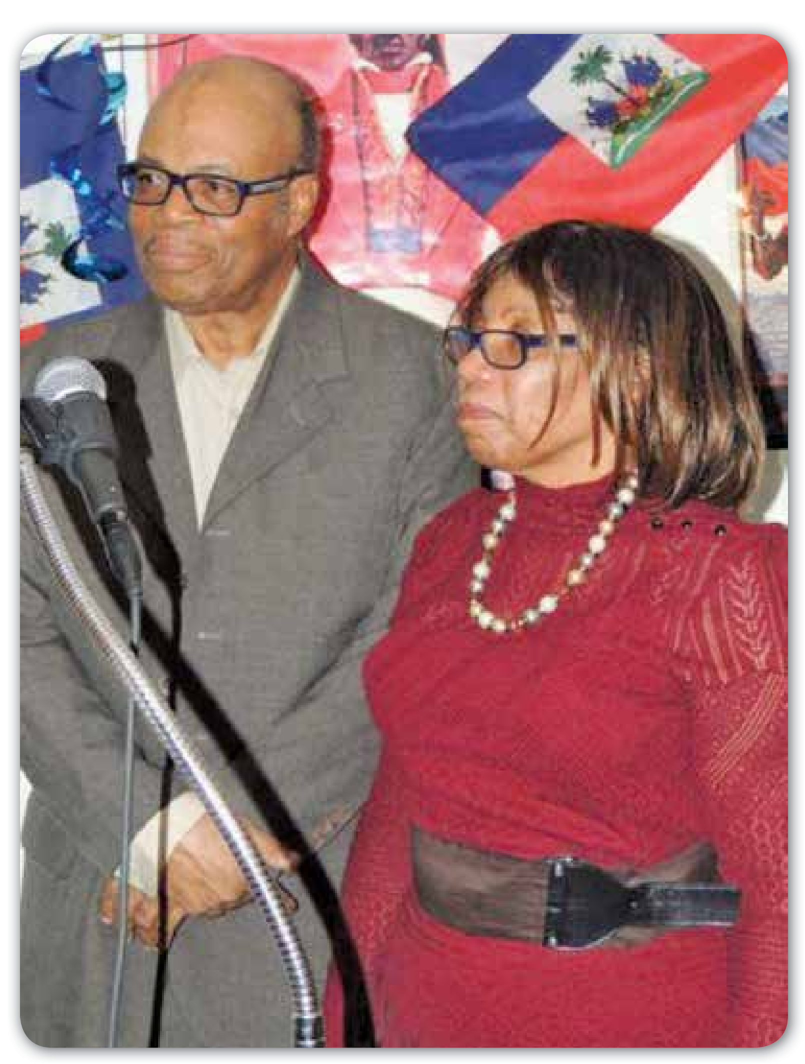
MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year

Décès de Bertin Jean-Marie


Le couple Bertin et Maude Jean-Marie

Haïti Liberté annonce avec infiniment de peine le décès survenu le samedi 9 septembre 2023 à l'hôpital de Bookdale de notre camarade, Bertin Jean-Marie, membre du Club des Amis de Haïti Liberté.

Originaire de Saint Marc, patriote engagé dans la lutte de libération d'Haïti, Bertin, juste avant son départ pour le Congo Kinshasa en 1965 pour enseigner les mathématiques, fut membre de la Ligue de la Jeunesse Populaire (LJP), une branche du Parti Entente Populaire de l'écrivain Jacques Stephen Alexis et il avait eu une participation active à la fameuse grève des étudiants de 1960.

A New York, où le couple Bertin et Maude Jean-Marie s'établit depuis 1968, il forma avec certains anciens camarades de la Ligue de la Jeunesse Populaire (LJP), le Mouvement Haïtien d'Action Patriotique (MHAP) qui publiait le journal : le Patriote haïtien. Le couple Jean-Marie était également membre du groupe culturel Solèy leve. Du riche répertoire de ce groupe, Bertin Jean-Marie a eu l'opportunité d'interpréter ces deux chansons : « Nan Lakou Lakay et Latibonit »

En 2018, le Club des Amis de Haïti Liberté avait célébré leur 50e anniversaire de mariage. Au cours de la terrible épidémie de Covid, la mort va enlever Maude à Bertin le 2 septembre 2021 et deux années plus tard, soit le 9 septembre dernier, Bertin, lui, victime du Covid, a fait le grand voyage pour rejoindre sans doute son épouse.

Pour célébrer la vie de Bertin et de Maude, une cérémonie funéraire sera organisée en leur honneur, le samedi 23 septembre 2023 de 4h à 7h pm à la pompe funèbre Franck J. Barone située au 4502 Avenue D, Brooklyn, NY 11203.

Suite de la page (16)

de l'aide aux autorités pour faire reculer les auteurs du coup. « En plus de 20 ans de collaboration avec les Américains, je ne les ai jamais vus aussi désespérés ». Les Etats-Unis en sont réduits à colmater les fuites pour que le camp occidental ne perde pas trop de voix aux Nations Unies.

Curieusement personne n'a vu la main de Pékin pourtant très présent au Niger, avec l'oléoduc Agadem/Cotonou, la raffinerie de Zinder, le barrage hydroélectrique de Kandadji. Au moment où planait les menaces de conflit, le ministre de la Défense, Salifou Mody recevait tranquillement l'ambassadeur chinois à Niamey. Dans le même temps, le Président béninois, un des plus fervents supporter de l'intervention militaire rencontrait Xi Jinping lors d'un voyage d'Etat de quatre jours à Pékin. Il a loué les partenariats gagnants-gagnants et a exonéré les ressortissants Chinois de visa. Pendant que Paris s'indigne, que Washington se cherche, que les deux voient l'œil de Moscou partout, la Chine rafle la mise. Ainsi va le monde…

C'est désormais acquis, la France quittera le Niger. Pour en arriver là, Emmanuel Macron aurait pu éviter les menaces, les coups de menton, les postures. Après le Mali, le Burkina Faso, la séquence nigérienne est plus désastreuse encore. Pour l'armée d'abord, les images de milliers de manifestants devant la base des militaires français resteront dans l'histoire. Pour le Quai d'Orsay ensuite dont la diplomatie en ressort encore affaiblie avec l'affaire Sylvain Itté qui a tordu le droit international en bafouant la Convention de Vienne. D'autres exemples pourraient être cités, comme l'image ravageuse de l'ambassadeur de France, Alexis Lamek, reçu par le chef putschiste gabonais, Oligui Nguema moins de cinq jours après son coup de force. Une semaine plus tôt, Emmanuel Macron fustigeait les doubles standards… L'affaiblissement de la France ne vient pas de la perte de sa zone d'influence, elle en a vu d'autres, mais de la manière dont elle la perd.

*Leslie Varenne Directrice de l'Institut de veille et d'étude des relations internationales et stratégiques (IVERIS)

Afrique-Asie 08 septembre 2023